

# enoromi

## ma zine



10

**DOSSIER SPÉCIAL**  
**LE PAT S'EXÉCUTE**  
**MALGRÉ QUELQUES**  
**RETARDS**

**INTERVIEW**

*Entretien exclusif avec le*  
*Sécretaire Exécutif du CNPAT*



**PUBLIREPORTAGE**

**SCG-Ré :**

*Résultats 2021 en hausse.*

**ACTUALITÉ**

**Energie :** *Vers le démarrage*  
*des travaux de construction des*  
*centrales de Fé2 et Impératrice.*



**SCANNEZ**  
**LE QR CODE**

*Pour plus de contenu*  
*sur notre site web*  
[www.enoromi.com](http://www.enoromi.com)

**MAGAZINE GRATUIT**



771473 968012 >



# STATION ADL

Notre station « ADL », avec un positionnement stratégique à quelques encablures de l'Aéroport de Libreville, et d'une kyrielle d'entreprises, d'administrations et des ménages, est une des plus modernes de notre pays. Dotée de distributeurs des dernières générations, elle offre des services de qualité aux consommateurs.

On y trouve un réel espace de vie aux standards internationaux, avec une concentration d'activité de proximité orientée à la personne. En plus d'un espace de shop, un restaurant, un bar à parfum, un prêt à porter, un lavage et un graissage.

## NOS SERVICES

-  CARBURANT
-  RESTAURANT
-  GAB'OIL SHOP
-  LAVAGE AUTOMOBILE
-  BANK
-  GRAISSAGE
-  BOUTIQUES



contact@enoromi.com

Téléphone : +241 77 65 75 75

**Directeur de publication**

Dorine Henry M.

**Rédacteur en chef**

Seif Mostley

**Graphisme & maquette**

Davy MEGNIE  Think Different

**Webmaster**

Simon Steven OBAME

**Photographies**

Junior Photographie

**Régie publicitaire**

Prestige Com Premium  
Téléphone : +241 77 65 75 75

**Équipe de rédaction**

Jean Paul Augé OLLOMO  
Griffin ONDO  
Brice GOTOA

**Ont participé**

Stevie MOUNOMBOU

**Tirage mensuel**

5000 exemplaires

**Imprimé par**

Services Prestiges International

**Points de distribution**

**À Libreville**

Spa Yacine  
La Maison de Lulu  
Urban FM

**Oyem**

Hôtel Marguerite

Suivez-nous également sur les  
réseaux sociaux  
@Enoromi Magazine



## ÉDITO

### OUI... ÇA BOUGE!

Plus d'une année après son lancement, le Plan d'accélération de la transformation de l'économie gabonaise (PAT) est plus que jamais scruté par les populations qui attendent impatiemment son terme annoncé pour 2023 avec la matérialisation d'un bon nombre de projets. Ceux-ci ambitionnent d'améliorer considérablement la vie des Gabonais et de renforcer la place du pays dans le concert des nations. Lancé en janvier 2021, il ne reste logiquement que quelques mois avant l'aboutissement de ce plan triennal. Il faut donc que ça bouge !

Et le premier à s'impac-tienter, on l'a vu, c'est le Président de la République, SE Ali BONGO ONDIMBA, qui n'a pas cessé ces derniers mois d'instruire le gouvernement d'accélérer le pas quant à la poursuite des chantiers dont la plupart, parmi ceux inscrits dans la nouvelle feuille de route gouvernementale, sont plus ou moins bien avancés. Dans la presse nationale, il a souvent été rapporté les mises en garde et les rappels à l'ordre du chef de l'État dont la préoccupation première est le bien-être de ses compatriotes.

Les voiries urbaines, qui figurent parmi les principales préoccupations du Président de la République ont plusieurs fois fait l'objet de visites de la première autorité du pays. Des visites souvent inopinées organisées à Libreville et dans les communes environnantes, et qui ont toujours été suivies d'une convocation au palais présidentiel de la Première Ministre Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA pour des bilans à mis parcours et de nouvelles orientations... pour que ça bouge !

À quelques mois de l'échéance de 2023, il convient néanmoins de reconnaître que les choses avancent à grands pas, y compris à l'intérieur du pays. Les chantiers dans les secteurs de l'éducation et la formation, de la santé, de l'accès à l'eau et à l'électricité sont pour la plupart en cours de finition et leur livraison, pour ceux qui ne le sont pas encore, ne saurait tarder. ●



**Dorine Henry M.**  
Directeur de publication

# Sommaire

## ACTUALITÉS

### 06 Devises :

*Le recul de l'Euro entraîne la chute du Franc CFA.*

### 07 Protection de la nature :

*Forêts du Bassin du Congo : Les États-Unis renouvellent leur soutien.*

### 08 Francophonie :

*Une mission économique et commerciale au Gabon.*

### 09 Énergie :

*Vers le démarrage des travaux de construction des centrales de Fé2 et Impératrice*

## PUBLIREPORTAGE

### 46 Fer de Bélinga :

*L'australien Fortescue Metals s'engage à investir 90 millions de dollars sur trois ans.*

## DOSSIER

### 48 Mobile money :

*Les chiffres connaissent un bond en 2021*

## PUBLIREPORTAGE

### 52 SCG-Ré :

*Résultats 2021 en hausse.*

## ENQUÊTE

### 54 La Baie des Rois :

*Un pas vers la réalité.*

## INTERNATIONAL

### 58 Sommet du G7 :

*Tentative de contrer l'expansion chinoise en Afrique ?*



11

## Management.

### Yves Sylvain MOUSSAVOU

Secrétaire Exécutif du Conseil National du PAT

Plus d'un an après son lancement en avril 2021, le Plan d'Accélération de la Transformation (PAT) poursuit le cours de sa matérialisation, en dépit de quelques retards enregistrés dans l'exécution de certains chantiers. Si Yves Sylvain MOUSSAVOU reconnaît des ralentissements, le Secrétaire exécutif du Conseil national du PAT reste néanmoins confiant et assure dans l'interview accordée à ENOROMI MAGAZINE que l'État se donne les moyens de boucler l'ensemble de ces projets.

# Dossier Spécial

## LE PAT S'EXÉCUTE MALGRÉ QUELQUES RETARDS



42

**Industrie.**

**Groupe FOBERD :**  
*Le pari de l'industrialisation.*

### **BILAN**

20 Le PAT en 201 :  
*De belles réalisations*

### **INTERVIEW**

32 Salamata OUMAROU  
*Directrice adjointe du CIMFEP*

### **ZOOM SUR**

35 Le CIMFEP :  
*Enseignants et élèves nous parlent!*



### **FOCUS PROJETS**

37 La Transgabonaise:  
*Les ambitions restent intactes*

### **FOCUS SECTORIELS**

40 Forêt-Bois :  
*L'industrie forestière comme principale alternative au pétrole ?*

### **INDUSTRIES**

42 Groupe FOBERD :  
*Le pari de l'industrialisation*



# Actualités



## Devise : Le recul de l'Euro entraîne la chute du Franc CFA.



*Depuis le 6 juillet dernier, le franc CFA utilisé par quatorze pays de l'UEMOA et de la CEMAC s'est déprécié face à la monnaie européenne, l'euro. Une situation consécutive à la parité fixe du franc CFA à l'euro. Les pays de la zone CFA subissent ainsi de plein fouet les variations de l'euro.*

Les 14 pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) subissent depuis un moment l'impact des variations de l'euro, une monnaie commune de 19 pays européens. Les pays africains n'exercent aucune influence sur les décisions de politique monétaire européenne, mais les variations de l'euro les impactent en raison de la parité fixe qui existe entre le franc CFA et la monnaie européenne.

La devise africaine est en baisse de 10% depuis le début de l'année. Elle s'est négociée, le 6 juillet dernier, à 640,1 FCFA pour 1 dollar US. C'est son niveau le plus faible depuis plus de deux décennies. Un scénario imprévu par les banques centrales ou les ministères des Finances des deux sous-régions. Les gains et les pertes devront être scrupuleusement analysés, du fait que dans l'ensemble des pays, on se prépare déjà aux budgets de l'année 2023.

Pour les pays exportateurs de matières premières (pétrole, or, gaz, cacao, coton), il s'agit d'une aubaine permettant d'accroître les revenus d'exportation. Aussi, pour les pays d'Afrique de l'Ouest dont la Banque centrale (BCEAO) a récupéré les réserves de change et les a placées majoritairement sur des actifs en dollars US, c'est aussi une belle opportunité de générer des plus-values. Mais les deux sous-régions sont aussi importatrices de biens et services, et la zone euro, en proie à l'inflation, est un partenaire clé.

Au niveau des banques africaines, nul ne peut prédire combien de temps va durer cette situation. Si la crise en Ukraine et les ruptures sur la chaîne d'approvisionnement mondiale sont évoquées comme principales raisons, il est à noter que la chute de l'euro a débuté depuis le 1er janvier 2021.

Pendant que la FED, la banque centrale des États-Unis a commencé à donner des signaux d'une suspension de son programme, les pays européens ont tenté de trouver des mesures d'adaptation pour soutenir la dette de certains pays comme la France et l'Italie, afin de permettre une relance post-Covid vigoureuse et constante. Cette stratégie ne semble pas avoir eu que des implications positives. Les agents économiques de l'UEMOA et

de la CEMAC doivent désormais subir les effets de ces choix, sans que leurs avis, et surtout leurs intérêts, ne puissent compter dans la recherche des solutions aux défis actuels.

Cette dépréciation du franc CFA intervient dans un contexte où l'euro, la monnaie commune aux 19 pays européens, a reculé de 1,5% face au dollar américain, atteignant son niveau le plus bas depuis près de deux décennies. Les raisons de cette nouvelle baisse divergent, car il n'est pas toujours évident d'expliquer des mouvements brusques de marché sur une période courte.

## Les conséquences de la dépréciation du franc CFA

La dépréciation du franc CFA face au dollar a un avantage pour les exportations, apprend-on. En monnaie locale, le chiffre d'affaires des entreprises devrait augmenter. Le défi pour les régions qui l'utilisent réside au volume des importations, car il faudra dépenser plus en monnaie locale pour le paiement des factures internationales. L'autre conséquence du repli du franc CFA face au dollar est le recul de sa valeur face au yuan renminbi, la monnaie chinoise, et au dirham des Émirats arabes unis, deux pays des gros fournisseurs des zones UEMOA et CEMAC.

Cette perte de valeur a pénalisé les performances de l'année 2021, se traduisant par des résultats plutôt stables. Ce qui est de nature à alerter les investisseurs, attentifs aux risques de perte de change lorsqu'ils évaluent les opportunités de placement dans les deux sous-régions. L'évolution du franc CFA a aussi un impact sur les échanges entre les pays qui l'utilisent et leurs voisins anglophones (Ghana et le Nigeria), dont les monnaies ont été volatiles, au cours de ces cinq dernières années, indique-t-on. Toutefois, les trajectoires de leurs monnaies ont été différentes en fonction de leurs propres évolutions face au dollar. Le naira (Nigeria) a légèrement progressé, alors que le cedi (Ghana) est en recul de 17,7%. ●

**Brice GOTOA**

## Protection de la nature : Forêts du Bassin du Congo : Les États-Unis renouvellent leur soutien



*Au cours de la réunion des parties du Partenariat pour les forêts du Bassin du Congo (PFBC) qui s'est tenue du 5 au 8 juillet 2022 dans la capitale gabonaise, les États-Unis ont réitéré leur soutien en faveur de la gestion durable des forêts du Bassin du Congo, la deuxième plus grande forêt tropicale humide du monde. Un engagement qui se concrétise avec le lancement de la quatrième phase du Programme régional pour l'environnement en Afrique centrale de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID).*

Les pays membres du Bassin du Congo, deuxième plus grand couvert forestier au monde après l'Amazonie, se sont réunis à Libreville du 5 au 8 juillet 2022 pour la 19<sup>e</sup> réunion des Parties du partenariat pour les forêts du Bassin du Congo (PFBC). Cette rencontre avait pour objectif de trouver des solutions communes et durables pour la survie du deuxième poumon de la planète qui agit pour le maintien et la stabilité du monde.

Selon un communiqué de l'ambassade des États-Unis au Gabon, au cours de cette rencontre de Libreville, le gouvernement américain a renouvelé son engagement de longue date en faveur de la protection, de la conservation et de la gestion durable du Bassin du Congo, avec le lancement de la quatrième phase du Programme régional pour l'environnement en Afrique centrale de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), également connue sous le nom de CARPE.

Lancé par l'ancien secrétaire d'État américain, Colin Powell, et les chefs d'État d'Afrique centrale lors du Sommet mondial sur le développement durable de 2002 à Johannesburg, le PFBC est un partenariat multipartite visant à promouvoir la conservation de la biodiversité et la gestion durable des écosystèmes forestiers, à lutter contre le changement climatique et à réduire la pauvreté dans les pays d'Afrique centrale.



À ce jour, « USAID/CARPE, en partenariat avec le United States Fish and Wildlife Service et le United States Forest Service, a investi plus de 600 millions de dollars dans la recherche, la cartographie et la conservation de la biodiversité, l'amélioration des moyens de subsistance, le développement économique et l'atténuation du changement climatique depuis 1995, à travers les trois premières phases de CARPE », apprend-on de l'ambassade des États-Unis au Gabon. L'objectif du gouvernement américain, étant la préservation de la biodiversité forestière et de limiter les émissions de gaz à effet de serre en luttant contre la déforestation et la dégradation des forêts.

### Les principales réalisations des États-Unis en faveur du Bassin du Congo

Les principales réalisations de CARPE dans la région sont les suivantes : la sensibilisation du monde entier à la forêt du Bassin du Congo en tant qu'écosystème d'importance mondiale pour la biodiversité et l'atténuation du changement climatique ; CARPE a soutenu certains des travaux de télédétection les plus importants au monde qui ont conduit à une capacité de surveillance des forêts en temps quasi réel ; le développement de quatre guides de

planification du paysage pour la gestion forestière qui sont maintenant adoptés par tous les pays membres du PFBC par le biais de la Commission des forêts d'Afrique centrale ; le développement de l'outil de surveillance et de rapports spatiaux connu sous le nom de SMART dans les zones protégées de toute la région afin de garantir que les décisions de gestion des parcs soient fondées sur les meilleures informations possibles ; enfin, le renforcement de l'application de la loi sur la faune à travers de nombreuses zones protégées majeures en Afrique centrale, qui montre un impact significatif en termes de réduction du braconnage.

Deuxième massif forestier tropical du monde après celui de l'Amazonie, soit environ 200 000 hectares de forêts humides, le massif forestier du Bassin du Congo fait face à une cascade de défis, notamment la conversion agricole, l'exploitation minière, l'exploitation forestière illégale et la criminalité liée aux espèces sauvages. Pour rappel, le Bassin du Congo s'étend sur 6 pays : le Cameroun, la République centrafricaine, la République Démocratique du Congo, la République du Congo, la Guinée équatoriale et le Gabon. ●

Brice GOTOA





# Dossier Spécial





# LE PAT S'EXÉCUTE MALGRÉ QUELQUES RETARDS

► MANAGEMENT

# YVES SYLVAIN MOUSSAVOU

## Secrétaire exécutif du Conseil National du PAT

Plus d'un an après son lancement en avril 2021, le Plan d'Accélération de la Transformation (PAT) poursuit le cours de sa matérialisation, en dépit de quelques retards enregistrés dans l'exécution de certains chantiers. Si Yves Sylvain MOUSSAVOU reconnaît des ralentissements, le Secrétaire exécutif du Conseil national du PAT reste néanmoins confiant et assure dans l'interview accordée à ENOROMI MAGAZINE que l'État se donne les moyens de boucler l'ensemble de ces projets.





### ENOROMI MAGAZINE

**Monsieur le Secrétaire Exécutif, jugez-vous le bilan de la première année d'exécution du Plan d'Accélération de la Transformation (PAT) positif ?**

Nous pouvons considérer que la première année de mise en œuvre du Plan d'Accélération de la Transformation peut être considérée comme positive. Le 28 février dernier, Madame le Premier Ministre a présidé un Conseil interministériel destiné à faire l'évaluation à mi-parcours de ce Plan, dans le droit fil des engagements qu'elle a pris devant le Président de la République, Chef de l'État en janvier 2021.

De manière globale, des réformes ainsi que des projets d'importance ont été lancés et finalisés. En ce qui concerne la diversification de la base productive, plusieurs actions ont été menées pour améliorer, rationaliser et rendre transparent les conditions d'approvisionnement en bois des industries, poser les bases de la diversification de la filière pétrolière en lançant

des chantiers dans le domaine gazier pour réduire notre dépendance de l'extérieur en gaz butane d'une part et réduire notre empreinte carbone avec la mise en place de projets de centrales de production d'électricité à partir du gaz d'autre part. Sur le plan de l'agriculture et de la pêche, des zones agricoles à forte productivité ont vu le jour pour favoriser la mise en place des plateformes de culture de spéculations vivrières notamment la banane, le manioc, le maïs, le riz et le soja, et même l'élevage et l'aviculture à grande échelle. Des études sont en cours de finalisation pour remettre en route l'Usine de thon d'Owendo afin de capter une partie des 32.000 tonnes de thon pêchés au large de nos côtes par des bateaux européens, et produire localement des conserves de thon.

En ce qui concerne les réformes et projets supports et celles liées à la transformation de notre modèle social, celles-là même que l'État doit favoriser pour se donner les chances

d'atteindre les objectifs de diversification de la base productive, et qui couvrent la route, l'énergie, la gouvernance des finances publiques, l'attrait du cadre des affaires et de l'investissement, l'éducation et la formation professionnelle, la santé et l'emploi, nous pouvons également relever de nombreuses avancées. Nous en faisons état dans ce numéro bilan.

### ENOROMI MAGAZINE

**Quel rôle a eu à jouer le Conseil National du Programme d'Accélération de la Transformation, CNPAT, que vous coordonnez, dans ce bilan 2021 du PAT ?**

Je voudrais rappeler qu'en créant le CNPAT en janvier 2021, le Président de la République veut relever le défi de l'opérationnalisation de ce plan stratégique que constitue le PAT. C'est un constat partagé un peu partout en Afrique, le grand défi auxquels sont souvent confrontés les États africains, c'est celui de l'opérationnalisation du plan. Comment rendre réelles, les ambitions exprimées dans les différents documents proposant le développement des États africains. C'est ainsi qu'en plus du caractère disruptif du dispositif, ce qui a été demandé au CNPAT, c'est de veiller sur quatre objectifs pour veiller à la bonne exécution du programme.

Le premier est celui du pilotage et de la gouvernance du plan. Il s'est agi, ici, d'engager les responsables des projets ou des task-forces sur des résultats, aux côtés des Ministres qui en sont les Chefs de file. Ensuite, mettre en place un dispositif de décision accélérée au plus haut niveau et orienter l'action des équipes sur l'esprit « delivery unit », produire des résultats, ont constitué les deux autres objectifs à atteindre en termes de pilotage et de gouvernance du plan. Sur ce plan, je peux vous assurer qu'au terme de la première année de mise en œuvre du plan, l'engagement des responsables des task-forces sur les résultats des projets a été total aux côtés des Ministres.

Ils se sont clairement impliqués et

certains d'entre eux ont même atteints leurs objectifs en moins de six mois à l'instar de la Task force GITIE dont la mission était d'organiser le retour du Gabon au sein de l'ITIE à Oslo en Norvège ; ou encore celle dont la mission était de créer un nouvel Office Pharmaceutique National (OPN). D'ailleurs, cela s'est traduit, lors du bilan que nous avons présenté au Gouvernement, par la suppression de ces deux task-forces puisque leurs objectifs avaient été atteints. En ce qui concerne l'accélération du processus de décision, il y a eu des avancées positives. Au cours de la première

année, nous avons pu, grâce au Comité d'Orientation Stratégique (COS) ayant réuni aux côtés du Premier Ministre, le Coordinateur Général des Affaires Présidentielles ainsi que les Ministres-Chef de file concernés, arrêter des plans d'actions précis, des périodes d'évaluation à mi-parcours desdites actions ainsi le terme de leur mise en œuvre.

Nous avons pu également, en un temps relativement court, pu faire adopter quelques réformes juridiques importantes comme celle visant à faire évoluer le statut juridique de l'Office Pharmaceutique National (OPN), grâce à une action de coordination raccourcie et partagée avec les autres pouvoirs, puisque, comme vous le savez, le Conseil d'État, le Parlement et la Cour Constitutionnelle interagissent dans le processus de décision publique.

Le deuxième objectif assigné au CNPAT est celui de l'alignement stratégique et financement du Plan. Là, il est question pour le CNPAT de suivre l'alignement du budget d'investissement selon les priorités de la vision, de mettre en cohérence les documents stratégiques existants et de garantir l'exécution du plan par une sécurisation des moyens financiers. Si le PAT s'est imposé le cadre de définition et de programmation de l'action publique, nous permettant ainsi d'atteindre l'objectif de mise en cohérence des documents stratégiques existants, je dois avouer que le budget de l'État n'a pas été assez focus sur le financement des projets du PAT nonobstant le collectif budgétaire de 2021. Les projets financés par les ressources extérieures souffrent de la lenteur dans les décaissements de fonds dédiés par certains bailleurs, conséquences là aussi de dysfonctionnements au sein des Unités de gestion desdits projets.

Le troisième objectif est celui d'être une plateforme de focalisation et de mobilisation des partenaires financiers et industriels d'une part et de la société civile. A ce niveau, la marge

de progression est importante. Nous avons, dans le cadre de la mise en œuvre du processus d'adhésion à l'ITIE, travaillé et échangé avec beaucoup d'intérêt avec la société civile. Nous avons ensemble réussi à glaner le résultat du retour du Gabon au sein de la communauté de la promotion de la surveillance et de la transparence des industries extractives. Mais cela n'est pas suffisant. Le secteur privé, ceux-là qui créent la richesse, les porteurs de projets de transformation, à savoir les industriels et les financiers n'ont pas été suffisamment mis au cœur des discussions.

Enfin, le troisième objectif était celui de réaliser des résultats tangibles rapides tout en définissant à chaque fois un calendrier ambitieux et réaliste de mise en œuvre des différents projets. Je pense qu'à ce niveau, la dynamique de résultat est visible. Les task-forces s'engagent toutes sur des résultats. Des feuilles de route sont validées et arrêtées. Le retard dans la mise en œuvre de certains projets s'est souvent traduit par l'absence de certains préalables à leur exécution ou simplement la non-disponibilité de financements.

#### ENOROMI MAGAZINE

Quelles sont les évolutions que vous pensez nécessaire pour améliorer la mise en œuvre du PAT en 2022 et 2023?

Le PAT doit avoir les moyens financiers de son ambition surtout en ce qui concerne les projets supports c'est-à-dire visant à assurer les fondations du modèle de transformation du pays à savoir les routes, l'énergie, l'éducation et la formation professionnelle, le cadre des affaires et de promotion des investissements. La réalisation des projets de ces domaines crée les conditions idoines pour les investisseurs. Il est crucial pour l'État de sécuriser les ressources dédiées à ces projets pour assurer leur exécution. Il faut ensuite améliorer les décaissements pour garantir la réalisation des projets conduits avec les bailleurs de fonds. Enfin, il faut don-



## Management

ner plus de place au secteur privé. Il faut l'écouter. Il doit participer à la mise en œuvre du PAT car c'est par lui que la transformation se produira, à la fois, au niveau du PIB mais aussi dans la création d'emplois.

### ENOROMI MAGAZINE

**L'année 2023 a été désignée comme celle de l'aboutissement du PAT. Êtes-vous certain de parvenir à boucler tous les projets dans ce délai ?**

Le PAT s'est engagé pour chaque objectif stratégique sur des indicateurs de résultats dans chaque domaine. C'est sur la base de ces indicateurs de résultat que la performance de la mise en œuvre du plan sera appréciée. A ce jour, et comme je vous l'ai indiqué, des progrès sont enregistrés. De nombreux paramètres doivent être réunis pour relever le défi de la réalisation de tous ces projets dont certains n'ont pas été suffisamment préparés ou étudiés. Mais ce qui importe, c'est de prendre conscience de ces faiblesses, de les résoudre, et de se donner les moyens de boucler l'ensemble de ces projets qui pourraient changer la face du Gabon.

### ENOROMI MAGAZINE

**Qui est chargé de vérifier l'effectivité de la matérialisation des chantiers et comment cela se fait-il de façon concrète ?**

De manière globale, l'État dispose de moyens de suivre et de contrôler les projets mis en œuvre par le Gouvernement. L'Autorité Nationale de Vérification et d'Audit (ANAVEA) joue ce rôle tout comme à un niveau supérieur le Parlement et la Cour des Comptes. Toutefois, le CNPAT est un instrument de suivi de la mise en œuvre du PAT. Il suit l'exécution du plan. Il veille, pour le compte du Président de la République, à en suivre la bonne exécution et la fidèle mise en œuvre conformément aux objectifs arrêtés.

Entre décembre 2021 et février 2022, le CNPAT s'est déployé, à la demande de Madame le Premier Ministre, sur le terrain pour faire le point de l'exécution des projets conduits dans ces différents domaines. La mission s'est donnée pour objectif, de faire un point exhaustif, réel et sincère sur le niveau d'exécution physique des projets publics s'inscrivant dans le cadre de la mise en œuvre du PAT, et plus précisément, dans le cadre de l'action

régaliennne de l'État. Ayant au départ recensé 153 projets dans les neuf provinces, nous avons visités 200 au final dans les secteurs de l'Éducation, de la Formation Professionnelle, de la Santé, de l'Eau, de l'Énergie et des Infrastructures.

Sur un plan méthodologique, l'équipe commence par des rencontres avec les autorités locales pour prendre le pouls et la situation globale des besoins exprimés par les populations. Par la suite, nous rencontrons les responsables locaux des services déconcentrés lorsqu'ils sont disponibles avant de nous diriger sur les chantiers pour faire le point de l'avancement des projets. En général, lorsque le chantier dispose d'une mission de contrôle, celle-ci fait un exposé ou lorsqu'elle n'est pas recrutée, l'entreprise adjudicataire le fait. Nous examinons les pièces disponibles notamment les devis quantitatifs estimatifs, les plans des ouvrages et des bâtiments à construire ou à réhabiliter.

S'ensuit une visite de chantier conduite par la Mission de Contrôle ou l'Entreprise, en présence du Responsable d'établissement.





La Cellule Suivi-Évaluation du PAT collecte les données relatives à l'état d'avancement physique et financier du chantier et aux difficultés rencontrées sur site. Ces données sont par la suite introduites au sein du fichier du CNPAT.

#### ENOROMI MAGAZINE

**Qu'est-il prévu si la qualité des travaux réalisés ne répond pas au cahier des charges, ou si le chantier n'est pas livré dans les délais ?**

Nous avons de manière globale formulé des réserves sur les malfaçons relevées sur les projets. Celles-ci ont été transmises aux missions de contrôle et aux Ministères maître d'ouvrage. L'objectif étant de procéder aux corrections afin que la qualité

des travaux soit au rendez-vous. Mais les choses ne sont pas aussi simples sur les questions des délais et même au niveau de la qualité des projets...

Il faut savoir que, de manière globale, la mission interministérielle, au terme de ces trente (30) jours qu'a duré la mission, nous avons relevé des problèmes liés à la conception des projets, à la passation des marchés et à l'exécution proprement dite des chantiers. Il y a des efforts à faire dans ces domaines.

Sur la conception des projets, la priorisation des projets basée sur les documents stratégiques sectoriels et sur la capacité de financement multiforme de l'État (fonds propres,

PID-PIH, FINEX, PPP, RSE) doit être la règle d'or. Ça n'est pas toujours le cas. Les projets souffrent de la faiblesse de la coordination sectorielle. De plus, de nombreux projets n'ont pas de cahiers de charges en dehors de ceux conduits par les bailleurs de fonds, qui sont exigeants sur ces aspects. De nombreux projets publics se contentent de devis quantitatifs estimatifs souvent très mal évalués. Les terrains sur lesquels l'État construit pour réhabiliter des projets ne sont pas souvent juridiquement sécurisés car ne disposant pas de titre de propriété. Là aussi, dans le cadre des projets conduits avec les bailleurs de fonds, il s'agit d'un motif de retard. Et enfin, les retards de paiement qui sont très fréquents sont à l'origine

## Management

des dépassements de délais et de la faible efficacité budgétaire. Il faut sécuriser les financements en amont du démarrage.

En ce qui concerne les passations de marché, une plus grande exigence doit être de mise dans la sélection des entreprises et des missions de contrôle, en se basant sur leurs capacités techniques et financières réelles et avérées à exécuter et à contrôler les chantiers. Nous avons été frappés par la légèreté de certaines missions de contrôle et par certaines entreprises. A ce sujet, nous pensons qu'il est nécessaire d'établir un listing d'entreprises et de cabinets de contrôle vertueux et performants. Pour tirer vers le haut la qualité des travaux. Il est bon également que, dans les marchés de construction, des clauses concernant les pénalités en cas de

retard ou d'abandon de chantier, soient introduits pour les missions de contrôle, il importe de conditionner le règlement des missions de contrôles à l'avancement des chantiers et aux performances des entreprises adjudicataires. Nous aurons moins à faire en ce qui concerne la complaisance observée dans la validation de certains travaux. Nous avons aussi noté qu'il faut une meilleure coordination et une synchronisation des passations de marchés de travaux et des marchés d'équipements. Pour que la mise en service des projets soit immédiate et qu'il n'y ait pas de décalage entre la fin des travaux physiques et l'entrée en service du projet. Enfin, sur ce point, la mise en place d'une mercuriale des prix dans le domaine de la construction, afin de mieux évaluer et maîtriser le coût des projets d'infrastructures et d'équipements s'im-

pose aujourd'hui plus qu'hier dans un contexte de recherche de l'efficacité de gestion.

S'agissant pour finir de l'exécution des chantiers, l'encadrement des missions de contrôle doit être plus strict. Nous sommes en train de mettre en place au sein du CNPAT une unité dédiée à ce point, et qui, avec celle du suivi-évaluation, vont faire un reporting continu sur l'avancement des projets. Il faut également améliorer l'implication des autorités locales afin d'accompagner la réalisation des projets et faciliter les relations avec les populations bénéficiaires et prendre en compte, de plus en plus, le volet «après-projet» par l'amélioration de l'entretien et de la maintenance des infrastructures et le renforcement du mode de gestion des établissements nouvellement construits.



Les CIMFEP de Nkok, Mvengué et Tchengué vont nous rappeler la nécessité de s'inscrire dans cette dimension.

### ENOROMI MAGAZINE

Votre dernier mot pour les lecteurs

Le PAT s'exécute. Chacun doit prendre conscience du rôle qu'il doit jouer dans le processus de transformation. La transformation est un appel au changement. Et l'appel au changement est aussi individuel. ●

Propos recueillis par  
**Dorine Henry**

**Moov  
Africa**

Gabon Telecom



**er**

**EN AFRIQUE  
CENTRALE**

LE MEILLEUR DU  
TRÈS HAUT  
DÉBIT

Jusqu'à

**500** Mb/s



**MoovBOX**

moov-africa.ga

► BILAN

# LE PAT EN 2021

## De belles réalisations

**I** En 2021, les différentes task forces mises en place par le Gouvernement sous l'impulsion du président de la République n'ont pas traîné pour se mettre au travail, si bien que quelques mois seulement après le début de leurs activités, sur les plans social, économique et tranverse, les chantiers auxquels chacune d'elles était assignée avaient connu une avancée notable au terme de l'année 2021. Tour d'horizon des principales réalisations enregistrées dans le cadre du Plan d'accélération de la transformation (PAT).



## PIVOT ÉCONOMIQUE

Mise en place dans le but de « préparer les secteurs économiques de demain », la task force chargée de la matérialisation des chantiers inscrits dans le pilier économique comporte plusieurs branches et autant de projets dont la plupart voire tous ont déjà passé la phase de lancement et sont en voie de matérialisation pour certains, quand d'autres ont déjà été livrés. C'est le cas dans le secteur du pétrole, du gaz et des mines.

### LE SECTEUR DU PÉTROLE, DU GAZ ET DES MINES

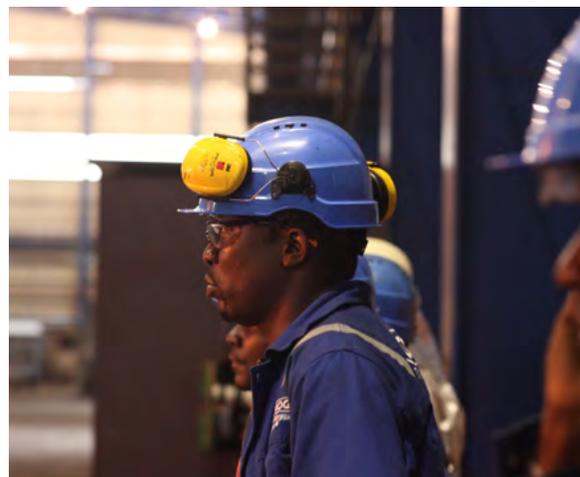
La vision des autorités s'agissant de ce secteur d'activité sur lequel repose une grande partie des ressources de l'Etat, est de ralentir la chute de la production du pétrole et de diversifier la filière d'ici à 2023, en optimisant la gouvernance de ce secteur. Piloté par le ministère du Pétrole et du Gaz, la task force a en effet pour mission de mettre en place une gouvernance intégrée dudit secteur capable d'aboutir à une production plus efficace, plus rentable, qui s'appuie sur les meilleures pratiques et la participation des entreprises locales.

En 2021, les chantiers ci-après ont été livrés ou étaient en cours de livraison :

- Adoption de textes d'application du code des hydrocarbures de 2019 ;
- Adoption d'un décret sur le contenu local qui vise une meilleure intégration des entreprises locales dans le secteur ;
- Adoption d'un décret sur la sous-traitance pétrolière, qui intègre des quotas pour promouvoir des champions nationaux dans les métiers connexes de la chaîne de valeur pétrolière ;
- Mise en œuvre du droit de préemption de l'Etat conformément au code pétrolier ;
- Elaboration des textes d'application du nouveau code pétrolier pour rendre effective la mise en œuvre des dispositions relatives au contrat type ;

#### La restructuration de la SOGARA

Créée en 1964, la Société Gabonaise de Raffinage (SOGARA) décide de se tourner résolument vers l'avenir en se modernisant davantage car aujourd'hui elle fait face à de nouveaux défis dans son domaine d'activités. Dans le cadre du PAT, les autorités entendent mettre en place des modèles de gestion, de financement et de pro-



duction qui permettront de redresser et d'améliorer les performances de cette entreprise.

En 2021, les chantiers ci-après ont été livrés ou étaient en cours de livraison :

- Finalisation de la convention d'apurement de la dette croisée ;
- Suivi des recommandations contenues dans les rapports d'audit, notamment sur la restructuration du bilan.

#### La stratégie gazière

Si elle n'avait pas toujours été prise en compte à la mesure de sa réelle valeur, dans le cadre du PAT, la filière gazière tient toute sa place. Les autorités ont en projet de développer et de structurer cette filière en mettant sur pied un « plan directeur gaz ». Et depuis lors, deux chantiers ont été réalisés ou sont en voie de réalisation, à savoir : l'élaboration du Code gazier et du gaz master plan.

Dans le même temps, le PAT a également été lancé dans le but d'accélérer la transition énergétique du Gabon à travers le développement de cette filière gazière. Il s'agit de parvenir à terme un usage quotidien du gaz, aussi bien en milieu industriel que domestique. Pour ce faire, le pays entend miser sur l'exploration.

A ce jour, plusieurs réalisations sont en cours ou en voie d'achèvement. Il s'agit de :



- La remise en service de la sphère GPL (SGEPP) d'une capacité de 950 TM pour augmenter l'autonomie en gaz butane (de 5 à 8 jours) et améliorer les capacités de planification des approvisionnements ;
- La rénovation du centre emplisseur GPL (SGEPP) pour passer d'une production journalière de 130 tonnes (soit 10 400 bouteilles) en 12 heures à plus de 200 tonnes (soit 16 000 bouteilles) en 10 heures ;
- Le démarrage des travaux de construction de la nouvelle unité gaz butane de Pérenco, à Batanga ;
- L'accélération du programme de réduction du torchage de gaz avec la signature d'une convention sur le gaz torché avec la Banque mondiale.

### La filière minière

Amélioration de la gouvernance du secteur minier. Renforcer la gouvernance du secteur, faire baisser les coûts des matériaux de construction pour dynamiser le secteur des BTP et améliorer la production locale de produits transformés pour créer de la valeur.

En 2021, les chantiers ci-après ont été livrés ou étaient en cours de livraison :

- Amendement du code minier pour renforcer l'encadrement de l'orpaillage artisanal et mettre à jour le statut des orpailleurs non gabonais ;
- Relance du dispositif d'encadrement des orpailleurs artisanaux ;
- Suivi des plans de mise en valeur de Maboumines (terres rares), Baniaka et Milingui (fer)
- Signature de sept (7) Conventions d'exploitation minière à petite échelle dont les mines d'or de Minkébé-Alpha Centauri Mining ;
- Mise en valeur des carrières de graviers et sables dans le Haut Ogooué, l'Ogooué Lolo pour renforcer l'offre en matériaux de construction ;
- Finalisation des études d'infrastructures pour l'exploitation de fer de Baniaka d'un potentiel de production de 5 à 10 millions de tonnes par an ;
- Accélération des études d'évacuation de la production de la mine de fer de Milingui ;

- Finalisation du projet de création de la première raffinerie d'or d'Afrique centrale, qui permettra la production de lingots au Gabon et pour renforcement de la chaîne de valeur de la filière.

### L'ITIE

Réadhésion du Gabon à Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (ITIE). Ré-adhérer à l'ITIE pour améliorer la transparence et la surveillance des opérations et les recettes issues des industries extractives. Par le Ministère de la Promotion des investissements, des Partenariats publics-privés, chargé de l'Amélioration de l'environnement des affaires

- Mise en place des différents organes de gouvernance de l'ITIE ;
- Validation du dossier de ré-adhésion du Gabon à l'ITIE international par les instances dirigeantes de l'institution ;
- Publication des données PID PIH en loi de finances ;
- Mise en place des processus de reporting sur les revenus pétroliers ;
- Elaboration des rapports de reporting pour vérifier l'effectivité de la mise en œuvre des engagements.

## SECTEUR FORÊT-BOIS

Améliorer la productivité, diversifier la filière-bois et élargir les débouchés

Piloté par le ministère des Eaux, des Forêts, de la Mer, de l'Environnement, Chargé du Plan Climat, et du Plan d'Affectation des Terres, la task force a pour mission de trouver les stratégies visant à accélérer les réformes relatives à la mise en place des conditions diversification de l'économie par le soutien d'une production durable et suffisante de bois pour approvisionner les unités de transformations.

En 2021, les chantiers ci-après ont été livrés ou étaient en cours de livraison :

- La circularisation de l'ensemble des titulaires de permis forestiers pour vérifier leurs conditions d'attribution et leur légalité ;
- La mise en place d'un système de traçabilité du bois ;



Le Ministre des Eaux et Forêts, Pr Lee WHITE, à la brigade de contrôle des produits forestiers de Ntoum.

- L'engagement des discussions avec Comilog et GSEZ sur les forêts de plantation ;
- La revue de la situation fiscale des opérateurs exerçant sur la chaîne de valeur ;
- L'élaboration et adoption d'un nouveau code forestier ;
- L'engagement de procédures de retraits de permis forestiers inadaptés à la réglementation en vigueur ;
- Le suivi de la systématisation de la traçabilité du bois engagée le 1er janvier 2022 ;
- Le démarrage des forêts de plantation d'arbres à croissance rapide.

### La mise en place de la ZERP d'IKOLO

D'une superficie globale de 814 hectares, la Zone Economique à Régime Privilegié (ZERP) d'IKOLO priorise la transformation du bois avec un potentiel de création de 1000 à terme (80 déjà effectifs)

En 2021, les chantiers ci-après ont été livrés ou étaient en cours de livraison :

- Lancement des activités ;
- Elaboration et adoption et publication du décret n°00157/PR/MPIPPAEA du 17 juin 2021, portant création et organisation de la ZERP d'IKOLO ;
- Finalisation de l'accord définitif de concession ;
- Installation de la base-vie et des bureaux administratifs ;



- Installation et mise en route d'une usine de plaquage de bois ;
- Installation et mise en route d'une usine de sciage et séchage de bois ;
- Installation des nouveaux opérateurs économiques ;
- Poursuite des travaux d'aménagement.

### L'AGRICULTURE, ÉLEVAGE, PÊCHE ET ALIMENTATION

Par le ministère de la Pêche et de l'Economie maritime. Renforcer la souveraineté alimentaire du Gabon et développer les filières exportatrices. Structurer la filière de thon dans la double perspective de diversification de l'économie et d'industrialisation de la filière pêche au Gabon.

#### La pêche

En 2021, les chantiers ci-après ont été livrés ou étaient en cours de livraison :

- La réalisation d'une étude de remise en état de l'usine SIFRIGAB
- L'élaboration d'un cahier des charges pour la concession de l'usine entre l'Etat et la SPV SOTRADER / FGIS ;
- L'élaboration d'un plan d'affaires prévisionnel de la mise en service de l'usine ;
- La signature d'un contrat d'affermage avec un investisseur privé international pour la montée en capacité de l'usine ;
- L'étude sur les conditions

économiques et techniques de la relance de l'usine de conditionnement du thon de Libreville.

Construction des centres de pêche de Franceville et Makokou. Améliorer l'accès des populations aux produits issus de la pêche et la modernisation des infrastructures du secteur (plus de 300 pêcheurs et commerçants impactés)

- Construction des bâtiments principaux dans chaque ville ;
- Aménagement de zones de traitement et de vente de poissons ;
- Mise en place de chambres froides ;
- Mise en place des unités de fabrication des conservateurs de poissons (glaçons) ;
- Réception officielle de l'ouvrage à Franceville et lancement effectif des activités ;
- Sécurisation des sites.





### L'agriculture

Renforcement des capacités de production agricole par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

- Cadastrage et sécurisation de 5 zones agricoles à forte productivité (Kango, Andeme, Bifoun, Abanga, Mboulou et Idemba) ;
- Attribution de 600 parcelles aux producteurs actifs dans les zones aménagées
- Mise en œuvre du projet maraîcher de Franceville ;
- Construction du quai de transbordement AGASA à Eboro pour améliorer le contrôle des échanges des denrées alimentaires entre le Gabon et le Cameroun ;
- Création de deux zones agricoles à forte productivité (Souba et Bitam).

### PROMOTION DES INVESTISSEMENTS

Améliorer le climat des affaires pour attirer les investisseurs locaux et étrangers. Renforcement du cadre des affaires et attraction des investissements.

En 2021, les chantiers ci-après ont été livrés ou étaient en cours de livraison :

- Relance des cellules spécialisées du Haut Conseil pour l'Investissement sur les réformes sectorielles (agroalimentaire, gaz, fer, manganèse, matériaux de construction...);
- Inauguration d'une exploitation agricole majeure dans la périphérie de Franceville ;
- Mise en place d'un tableau de bord de suivi des investissements étrangers ;
- Elaboration d'un nouveau référentiel de suivi du cadre des affaires devant remplacer le cadre Doing Business ;
- Elaboration d'une version préliminaire du code des investissements.



### BUDGET ET ÉCONOMIE

Assainir les finances publiques pour dégager des marges de manœuvre. Identifier des poches de financement additionnel pour les projets à impact social rapide et la conformité du Gabon avec les directives communautaires en la matière.

#### Optimisation de la masse salariale (ministère de l'Emploi)

- Finalisation de l'audit du FUR ayant permis d'identifier un ensemble d'anomalies qui entraînent des surcoûts et des difficultés dans la conduite des actions de contrôle interne dans l'administration ;
- Rapprochement des données

du recensement biométrique des agents publics du fichier de la solde pour identifier les domaines d'optimisation ;

- Elaboration des documents techniques pour le contrôle des présences des agents publics et l'interconnexion des données au système de paiement de la solde des agents.

#### La dette intérieure (ministère de l'Économie et de la Relance)

L'objectif du ministère de l'Économie et de la Relance est de restructurer, fiabiliser et proposer et accompagner la mise en œuvre des mécanismes de règlement de la dette intérieure

en tenant compte, dans ses choix de priorité et de l'impératif de la relance des projets structurants et de l'appui à la trésorerie des PME/PMI.

- Paiement de 95 milliards de FCFA de dette intérieure sur les 430 milliards de FCFA de dette fiabilisée, soit 1/4 du stock global
- Paiement spécifique de 3 milliards de FCFA sur la dette de la Société Meunière et Avicole du Gabon (SMAG)
- Paiement de 100 petits créanciers détenteurs d'une dette globale de 5 milliards de FCFA

- Mise en œuvre des rachats par les banques de convention dette en fonction des priorités pour entre autres faciliter la relance chantiers routiers

### Les services publics

Rationalisation des services publics personnalisés (SPP) et des Autorités Administratives Indépendantes (AAI).

Maitriser les dépenses de masse salariale, d'intérêts et de subventions aux opérateurs publics (SPP et AAI) afin d'équilibrer dépenses et recettes de l'état pour une orientation vers les secteurs productifs ou sociaux.

- Circularisation de 78 SPP pour compiler et analyser les données et indicateurs de gestion clé
- Elaboration des ratios de contrôle de gestion des SPP et conduite d'une évaluation
- Production d'un rapport d'évaluation des SPP qui intègre une liste de SPP à restructurer, supprimer ou renforcer, de même que les modalités de mise en œuvre suivant les différentes recommandations
- Liquidation du Centre Technique de l'Habitat (CTH)
- Modification des dispositions pertinentes de la loi n° 20/2005 du 3 janvier 2006 fixant les règles de création, d'organisation et de gestion des services de l'Etat
- Elaboration du décret portant statut type des SPP (texte d'application de la loi).

## PIVOT TRANSVERSE

### Mettre à niveau les catalyseurs de développement

#### EAU ET ÉLECTRICITÉ

Renforcer les infrastructures d'eau et d'électricité pour améliorer la qualité de vie et la compétitivité.

- Construction des sites administratifs et des casernes (taux d'avancement 43%) ;
- Mise en place d'un lot d'infrastructures : station pompage PK5, réservoir 10000 m3 à cité de la Caisse, extension du réseau d'eau potable à Malibé 1 et aux parcelles 1 & 3 à la cité Alhambra/Angondjé (taux d'avancement 19%) ;
- Construction de : Château d'eau à Ntoun, station de pompage d'Alenakiri et extension des réseaux potable à Akournam et Alenakiri (taux d'avancement 23%) ;
- Renouvellement des réseaux d'eau potable à Libreville et Owendo et réhabilitation du château d'eau de Sotega ;
- (taux d'avancement 14%).

**Projet d'Accès aux Services de Base en Milieu Rural et renforcement de capacité (PASBMIR)**, qui vise à renforcer les infrastructures électriques en milieu rural.

- **Renforcement et extension électrique de réseaux HTA/BT**
  - Axe Igoumié (taux d'avancement 98%)
  - Axe Malibé (taux d'avancement 93%)
  - Axe Bambouchine/Oveng (taux d'avancement 50,73%)
- **Electrification des villages**
  - Axe Biyi-Eboro/Frontière Cameroun (taux d'avancement 68%)
  - Axe Biyi-Meyo-Kyè frontière Guinée équatoriale (taux d'avancement 67%)

- Axe Yéné/Okolovill/Angjogo (taux d'avancement 70%)

- **Construction et réhabilitation des lignes aériennes**

- Construction de la ligne 20kV sur l'Axe Biyi/Mebo'o frontière Guinée équatoriale (taux d'avancement 77%)
- Réhabilitation de la ligne 30kV sur l'Axe Yéné/Okolovill/Angjogo (taux d'avancement 77%)

- **Electrification des villages**

- Villages de Mandji et de Ndoulou (taux d'avancement 94%).

#### Projet de centrale thermique Owendo IPP 117,4MW

Accroître considérablement l'offre en électricité par une meilleure utilisation de la ressource gaz (moins polluante) pour les foyers et opérateurs économiques dans la province de l'Estuaire avec comme effet la création de 300 emplois.

- Mobilisation du financement
- Signature de l'accord de concession entre les parties prenantes

#### LOGEMENT

Objectif : Redynamiser le marché de la construction immobilière.

- **Adoption d'Ordonnances**

- Ordonnance instituant l'obligation de mise en valeur des concessions d'aménagement foncier et de construction d'immeubles en République gabonaise
- Ordonnance instituant le privilège du bénéfice du Trésor public à l'agence nationale de l'urbanisme, des travaux topographiques et du cadastre (ANUTTC)

### • Adoption de décrets

- Décret portant annulation de certains titres d'occupation provisoire
- Décret modifiant le décret réglementant les cessions et les locations des terres domaniales
- Décret modifiant le décret portant réglementation des travaux cartographiques, topographiques, cadastraux, de télédétection et de la diffusion des données géographiques correspondantes
- Décrets portant déclaration d'utilité publique

### • Adoption d'arrêté

- Arrêté portant création, attributions, organisation et fonctionnement de la commission paritaire chargée du traitement des demandes d'immatriculation enregistrées à la conservation de la propriété foncière et des hypothèques à partir de titres provisoires d'occupation.

### Relance de trois chantiers immobiliers à l'arrêt : FGIS, SNI , CDC

#### • Chantiers SNI

- Finalisation et livraison de la première phase du projet de construction de la résidence « Les PARASSOLIERS » : 8 immeubles de 96 appartements
- Raccordement de 200 logements sociaux dans les cités ESTUAIRE et ATLANTIQUE, en eau et en électricité
- Raccordement en eau et en électricité, de 250 logements sociaux dans les cités OPUS ONE à Nkok

#### • Chantiers CDC

- Finalisation et livraison du projet de lotissement résidentiel « LES MAGNOLIAS » : 200 logements dont 173 villas, 3 immeubles R+2; ainsi que des infrastructures sociales (une école, un mini parc, un plateau sportif et une bache à eau)

#### • Chantiers FGIS

- Mise à disposition pour la commercialisation de 11 parcelles avec titre foncier dans la Zone Nord de la Baie des Rois.

## INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS

Renforcer la capacité d'accueil et la qualité du réseau routier national. Soutenir le développement des secteurs économiques productifs et faciliter les déplacements des Gabonais.

- Mobilisation du financement
- Sélection du bureau d'étude (SCET Tunisie)

### La Relance des chantiers routiers à l'arrêt

- Démarrage des travaux sur la Transgabonaise (Pk 24-105) ;
- Négociation réussie pour un accord de reprise des travaux avec Covec (Axes Ndende – Tchibanga et Tchibanga – Mayumba) ; CRBC (Axe Forasol – Mbega) ; SinoHydro (Axes Moanda – Bakoumba et Carrefour Leroy – Mikouyi) et CFHEC (Axe Ovan – Makokou);
- Aménagement de 12 Kms d'axes routiers en pavés dans la commune de Libreville ;
- Finalisation du bassin versant de Nzeng Ayong.



Le Ministre des Travaux Publics, Léon BOUNDA BALONZI, sur le chantier des logements sociaux de la SNI.

# PIVOT SOCIAL

## Créer les conditions d'un nouveau pacte social



### ÉDUCATION

Renforcer la qualité du système éducatif national. Augmenter les capacités d'accueil des établissements du secondaire par de nouvelles constructions de salles de classe et des réhabilitations des établissements scolaires publics.

Réforme des curricula et renforcement de capacité des enseignants.

- Organisation de séminaires avec l'ensemble des acteurs de la profession (enseignements primaire, secondaire, supérieur) sur les modalités de réforme des contenus pédagogiques ;
- Renforcement de capacités de 175 enseignants du secondaire.

### Construction et Réhabilitation des salles de classes et internats

- Mise à disposition de 559 salles de classe pour 27 950 apprenants, sur une hypothèse de 50 élèves par classe.



### AFFAIRES SOCIALES

Garantir la pérennité d'un système de protection sociale ciblé et équitable.

### Opérationnalisation du Fonds 4 de la CNAMGS

Avec le ministère de l'Économie et de la Relance, l'objectif est d'assainir le fichier des assurés gabonais économiquement faibles (catégorie GEF) et étendre l'assurance maladie à l'ensemble des Gabonais.

- Audit du fichier des GEF de la CNAMGS, réalisé par le Gouvernement en juillet 2016 et corroboré par l'enquête pilote pour le ciblage des GEF réalisée en janvier 2021 ;
- Etude actuarielle technique pour mieux capter et catégoriser les populations cibles, fixer des niveaux de contributions pertinents et supportables, assainir le fichier des GEF et mesurer la soutenabilité financière au regard des prestations de santé offertes ;
- Audit des solutions logicielles de la CNAMGS (GEMALTO et GTI).



Remise de médicaments à l'OPN par le Ministre de la Santé, Dr. Guy-Patrick OBIANG, et Madame le Premier Ministre Rose Christine OSSOUKA.

## SANTÉ

Améliorer l'état de santé de la population en recentrant les efforts sur la prévention des soins de santé primaire.

### Renforcement du cadre institutionnel et des effectifs

Piloté par le ministère de la Santé et des Affaires sociales, la mission de cette task force est de parvenir à l'augmentation de la quantité d'infrastructures sanitaires sur le plan national.

- Adoption du décret portant création du centre national d'aptitude médicale (CENAM) ;
- Elaboration du code de santé publique et transmission au Parlement ;
- Mise en place de la Brigade médicale cubaine avec des professionnels de santé cubains (169 spécialistes) dans les départements sanitaires.

### Opérationnalisation des départements et des régions sanitaires

Mettre en place un cadre réglementaire favorable au développement des projets sanitaires.

- Mise en fonctionnement des centres de dialyse de Franceville et de Port-Gentil ;
- Mise en fonction du scanner du CHR d'Oyem ;
- Réhabilitation et équipement du CHR Amissa Bongo de Franceville ;
- Réhabilitation des écoles provinciales de santé de Mouila et de Makokou.

### Réforme de l'Office Pharmaceutique National (OPN)

Modifier le statut juridique et renforcer les capacités opérationnelles de l'OPN pour faciliter l'accès aux médicaments.

- Changement des statuts juridiques de l'OPN passé d'EPIC à



société de capitaux détenus à 100% par le fonds souverain de la République Gabonaise ;

- Mobilisation d'un financement de 3,5 milliards de FCFA pour la réfection des infrastructures et la mise en place du nouveau modèle ;
- Renforcement des ressources humaines du personnel de l'OPN ;
- Partenariat d'assistance technique signé avec le groupe Ghanéen mPharma pour l'amélioration, de la gestion de la distribution des médicaments ;
- 1ère distribution de médicaments effectuée par le Premier Ministre à plus de 365 formations sanitaires dont : 288 dispensaires, 43 centres médicaux, 19 Centres de santé urbain, 18 centres de santé ruraux ;
- Finalisation des travaux d'infrastructures.

### Système national d'information sanitaire

Fournir à tous les acteurs et utilisateurs du système de santé, l'information utile.

- Dépouillement des offres des soumissionnaires pour le déploiement du SNIS ;
- Acquisition d'une centaine d'ordinateurs et matériels ;

- Elaboration de la carte sanitaire 2020 ;
- Elaboration de l'annuaire statistique 2020 ;
- Réalisation du tableau de bord général de la santé (TBGS) ;
- Renforcement de capacité en informatique de base et internet de plus de 2500 personnels de santé.

Garantir l'adéquation entre la formation et le marché de l'emploi, et développer l'emploi privé.





Le Chef de l'Etat, Ali BONGO ONDIMBA, et la Ministre de la Fonction Publique, Madeleine BERRE, lors de l'inauguration du CIMFEP de Nkok.



## FORMATION PROFESSIONNELLE ET EMPLOI

### Construction des centres de formation professionnelle

Piloté par le ministère de la Formation professionnelle. La mission est d'accroître la capacité d'accueil et diversifier l'offre de formation professionnelle pour répondre aux besoins en main d'œuvre qualifiée des secteurs économiques clés.

- Renforcement du cadre réglementaire (loi sur la restructuration de l'agence nationale de formation et d'enseignement professionnels, Décrets sur l'organisation et le fonctionnement de la direction générale de la formation professionnelle et des centres, Décrets de création des campus professionnels et des nouveaux curricula validés) ;
- Mise en service du centre de formation professionnelle de Nkok, avec mise en place des contenus de formation et nomination des équipes de direction et pédagogique ;
- Mise en service du CIMFEP de Mvengué et début des cours ;
- Réhabilitation du CFP Fidèle Andjou de Franceville.

### Facilitation de l'accès à l'Emploi

Identifier les freins de l'accès au marché de l'emploi pour les nationaux et proposer des solutions pour plus d'insertion.

- Promulgation du nouveau Code du travail apportant de la souplesse et de nouveaux droits aux salariés et employeurs ;
- Création d'un site officiel de l'ONE pour les demandeurs d'emploi et les recruteurs, donnant accès aux opportunités d'embauche ;
- Réforme de l'ONE (devenu Pôle national de promotion de l'emploi) ;
- Ouverture de l'antenne régionale ONE à Koula-Moutou. ●

# AV

## Aelis Voyages

*Votre partenaire de confiance*



Ouverture  
du Lundi au Vendredi  
8h30 à 16h30

Disponible et joignable  
24h/24 7j/7j



Billets d'avions



Assistance  
aéroportuaire



Location de véhicules



Réservation d'hôtels



Forfait touristique



Visa en fonction  
des destinations

+066 00 17 17 - 062 03 23 62  
066 37 77 18

reservation@aelisvoyages.com

Libreville Gabon





## ► INTERVIEW

# SALAMATA OUMAROU

## Directrice adjointe du CIMFEP

Un an après son inauguration officielle en avril 2021, les enseignements théoriques et pratiques sont bel et bien effectifs au Centre international multisectoriel de formation et d'enseignement professionnel de Nkok (CIMFEP). La première cohorte de 160 jeunes gabonais dont les frais de scolarité ont été entièrement pris en charge par le Chef de l'État, Ali BONGO ONDIMBA a bouclé les deux premières périodes de leur formation qui en compte cinq. Dans un entretien accordé à notre rédaction, la Directrice adjointe, Mme Salamata OUMAROU, nous présente plus amplement cette structure créée avec le soutien de la République populaire de Chine et qui répond à l'ambition des autorités de résorber le phénomène du chômage des jeunes, tout

### ENOROMI MAGAZINE

Avril 2021, avril 2022. Cela fait un an que le Centre international multisectoriel de formation professionnelle de Nkok a été officiellement inauguré par le chef de l'État. Comment les formations se déroulent-elles 12 mois après leur lancement ?

### Salamata OUMAROU

Le Centre international multisectoriel de formation professionnelle de Nkok (CIMFEP) a été inauguré le 9 avril 2021 par le président de la République, S.E. Ali BONGO ONDIMBA. Cela fait effectivement 12 mois que les cours y sont effectifs, et je dirais que tout se passe bien dans l'ensemble. Les formateurs sont présents à leurs différents postes, les stagiaires, c'est comme cela que nous appelons nos élèves, sont également présents dans les salles de classe et les ateliers.

### ENOROMI MAGAZINE

Une année après le démarrage des enseignements, la première session a-t-elle déjà été bouclée ?

### Salamata OUMAROU

Au CIMFEP, nous parlons plutôt en termes de Périodes, parce que notre formation dure en général 18 mois répartis en 5 périodes. La première année est donc constituée de la première et de la deuxième période. Nous avons effectivement bouclé avec, et plusieurs de nos stagiaires sont actuellement en stage d'immersion à l'issue duquel ils entameront la troisième période qui constitue la deuxième année jusqu'à la cinquième période.

### ENOROMI MAGAZINE

Vous semblez avoir parfaitement respecté votre programme, en dépit de la Covid-19. Comment avez-vous d'ailleurs géré cette crise sanitaire au CIMFEP de Nkok ?

### Salamata OUMAROU

En réalité, nous avons géré la crise sanitaire comme dans toutes les administrations et tous les établissements grâce à l'accompagnement du ministère de la Santé qui nous a donné des orientations à suivre pour protéger aussi bien les personnels que nos stagiaires qui sont logés sur place. Nous avons donc suivi à la lettre ces orientations, notamment les mesures barrières qui ont été édictées par le gouvernement. Tout s'est donc passé comme il fallait que ça se passe.

### ENOROMI MAGAZINE

Quels sont les profils de vos stagiaires ?

### Salamata OUMAROU

En parlant de profils, il faut surtout parler des ni-



veaux et des cycles de formation. Pour accéder au CIMFEP de Nkok, les futurs stagiaires doivent avoir un niveau minimum de 4ème pour le cycle secondaire sanctionné par le Certificat d'aptitude professionnelle (CAP). Pour ce qui est du Brevet d'études professionnelles (BEP), nos futurs stagiaires doivent avoir un niveau minimum de 3ème. Ce sont ce genre de profils que nous avons au sein du Centre cette année. Nous avons déjà mis en place ces deux niveaux de formation, mais d'autres sont appelés à s'ouvrir progressivement. Il s'agit notamment du (CQP), du Brevet technique (BT), du Brevet professionnel (BP) et du Baccalauréat professionnel pour le Cycle secondaire ; et du (DUT), du (BTS) et du Diplôme d'ingénieur pour le Cycle supérieur.

#### ENOROMI MAGAZINE

Comment les futurs stagiaires ont-ils accès à votre établissement ?

#### Salamata OUMAROU

Ils y ont accès par voie de concours, pour ce qui est de la formation initiale. Et pour cette catégorie, le public cible du CIMFEP de Nkok est essentiellement constitué de jeune de 16 à 27 ans. Pour la formation continue que nous proposons également, l'accès au Centre se fait par étude du dossier des personnels d'entreprises ou tout autre professionnel souhaitant subir une formation. Pour ceux-ci, la durée de la formation est fonction du cahier de charges.

#### ENOROMI MAGAZINE

D'où viennent exactement vos stagiaires ?

#### Salamata OUMAROU

Nos stagiaires viennent de toutes les provinces du Gabon. Ceux qui étaient présents à l'intérieur du pays ont déposé leurs dossiers de candidature dans les différents centres de formation, et ceux qui vivaient dans la capitale, Libreville, les ont déposés à l'Agence nationale de formation technique et professionnelle (ANFTP), sise au Centre Basile ONDIMBA. C'est à la suite du regroupement et de l'analyse des dossiers que le concours est lancé comme cela s'est fait le 13 mars 2021.

#### ENOROMI MAGAZINE

D'où viennent les enseignants qui exercent dans le Centre ?

#### Salamata OUMAROU

Il s'agit, pour la plupart des enseignants issus de la Fonction publique. Mais le Centre fait également intervenir quelques vacataires, à cause du faible effectif d'enseignants techniques et professionnels publics. Ces vacataires sont donc là pour prêter main-forte à leurs collègues du public, notamment pour le Département Services aéronautiques ou pour les filières comme la maintenance des ordinateurs et des téléphones portables qui n'existent pas dans d'autres centres publics. Il a donc fallu recruter des enseignants qui ne figuraient pas

dans le fichier de la Fonction publique. Il faut préciser que le salaire de ces vacataires est supporté par le budget de fonctionnement de l'établissement.

#### ENOROMI MAGAZINE

De combien de départements dispose le CIMFEP de Nkok ?

#### Salamata OUMAROU

À ce jour, nous disposons de cinq Départements, à savoir :

- le Département Génie mécanique, avec une option productive, la construction métallique, la mécanique de précision et la menuiserie ;
- le Département Génie électrique et électronique, avec le froid et la climatisation, la maintenance des ordinateurs et des téléphones portables ;
- le Département Ingénierie de la maintenance automobile, avec la maintenance et la réparation des véhicules, l'électricité automobile, la tôlerie, la maintenance et la réparation des machines agricoles, etc.
- le Département des matières transversales, avec les mathématiques, le français, l'anglais ;
- le Département Services aéronautiques pour la formation du personnel navigant de cabine, celle des agents commerciaux, techniques d'exploitation et de sûreté.

#### ENOROMI MAGAZINE

Quel est le nombre d'élèves par classe ?

#### Salamata OUMAROU

Nous avons des salles de classe banalisées de 40 élèves, mais également celles de 60 élèves, selon les Départements. Pour cette première année, le nombre total d'élèves est de 326, pour les parcours CAP et BEP. Le Centre a une capacité pouvant aller à 500 élèves et même plus.

**ENOROMI MAGAZINE**

Selon vous, le fait que le Centre soit implanté dans la Zone économique spéciale Nkok est-il un avantage ?

**Salamata OUMAROU**

Je dirais que c'est un atout. C'est même très favorable et bénéfique pour les apprenants, puisque nous sommes entourés de plusieurs entreprises industrielles. Or, au CIMFEP, nous formons les jeunes dans les domaines industriels. Ça nous arrange beaucoup, d'autant plus que ça nous permet de les insérer plus rapidement dans ces entreprises pour des stages. Et cela va bien au-delà des stages. Nous formons ici des professionnels qualifiés, et si ces entreprises expriment un besoin de personnels, nous sommes en mesure de les leur fournir.

**ENOROMI MAGAZINE**

Après 18 mois de formation, le CIMFEP garantit-il un emploi à ses stagiaires ?

**Salamata OUMAROU**

Ce n'est pas vraiment l'objectif et encore moins la prérogative du Centre. Nous formons uniquement, oui. Mais nous formons dans un état d'esprit qui est celui de permettre à nos stagiaires de trouver facilement du travail au terme des 18 mois de formation. Il faut savoir que la formation que nous offrons aux jeunes aujourd'hui n'est pas une formation fortuite, c'est une formation ciblée qui répond à des besoins précis selon les secteurs d'activité.

J'ajoute que nous avons des partenariats avec certaines entreprises au sein de la Zone économique spéciale Nkok et à l'extérieur qui, elles, peuvent garantir un emploi à nos stagiaires. Plusieurs d'entre eux ont d'ailleurs déjà fait la promesse de recruter nos apprenants. Pour preuve, nous avons eu des retours positifs du séjour de nos élèves en stage d'entreprise. Leurs différentes compétences y ont été reconnues.

Qu'à cela ne tienne, nous sommes parfaitement conscients que la création de cet établissement, fruit de la coopération sino-gabonaise, répond à l'ambition du Chef de l'État, S.E Ali BONGO ONDIMBA, de réduire considérablement le taux de chômage chez les jeunes. Nous nous y attelons à notre niveau et nous n'allons pas le décevoir. ●

Propos recueillis par  
**Griffin ONDO**



## FICHE TECHNIQUE DU CIMFEP

Le Centre international multisectoriel de formation professionnelle de Nkok (CIMFEP) a été inauguré le 9 avril 2021 par le Chef de l'État, Ali BONGO ONDIMBA. Fruit de la coopération sino-gabonaise, cet établissement public d'une capacité d'accueil d'au moins 600 élèves est dédié aux métiers de l'industrie. Il propose deux types de formation :

**La formation initiale**

Accessible par voie de concours, et réservée aux jeunes âgés de 16 à 27 ans ;

**La formation continue**

Accessible après étude du dossier du candidat, et réservée aux personnels des entreprises (recyclage) ou à toute personne désireuse de suivre une formation précise (reconversion).

**Durée de la formation**

18 mois (Formation initiale) / En fonction du cahier de charges (Formation continue).

**Les diplômes sanctionnant la formation**

CAP, CQP, BEP, BT ou BP et Bac professionnel (Cycle secondaire) / DUT, BTS et Diplôme d'ingénieur (Cycle supérieur).

**Les départements**

- Département Génie mécanique / menuiserie ;
- Département Ingénierie de la maintenance automobile ;
- Département Génie électrique et électronique ;
- Département Services aéronautique.

## ► ZOOM SUR...

# LE CIMFEP

## Enseignants et élèves nous parlent



**Raphael PENDANGOYE**  
CHEF DU DÉPARTEMENT GÉNIE  
MÉCANIQUE

### ENOROMI MAGAZINE

Combien d'élèves sont inscrits dans votre Département ?

Nous avons un effectif de 80 élèves pour le moment, mais nous pouvons en accueillir bien plus compte tenu de la capacité du Centre.

### ENOROMI MAGAZINE

Comment se passent les journées de formation au sein du Département ?

Ici, les journées commencent par des enseignements théoriques, et en après-midi nous passons à la pratique. En début d'année de formation, nous avons souhaité axer notre programme de travail sur les enseignements théoriques, parce que, avant de manipuler les engins auxquels les élèves seront confrontés, il faut qu'ils aient des substrats, des capacités théoriques. C'est ce qui s'est fait durant les deux premières périodes.

À ce jour [avril 2022], nous avons presque passé la 3<sup>e</sup> période et nous tendons vers la 4<sup>e</sup> période, et les élèves sont déjà aptes à manipuler les machines.

### ENOROMI MAGAZINE

Qu'est-ce qu'on fait concrètement au Département Génie mécanique ?

Le challenge de notre Département, qui n'est qu'un des quatre que compte le Centre, c'est la fabrication. Ici, nous formons nos élèves dans la conception dans un premier temps, puis dans la fabrication des pièces mécaniques pour divers usages et divers engins tels que les Caterpillar et d'autres véhicules roulants. Non seulement nous faisons dans l'automobile, mais aussi dans l'industrie

en général. Certaines programmations de formation sont axées, par exemple, sur la fabrication des plaques pour la production de briques industrielles. Notre objectif est de donner à nos apprenants un tout structurel, parce qu'en entreprise, ils seront confrontés aux mêmes demandes. Ils doivent donc sortir d'ici en étant aptes à donner ce qui leur est demandé par leurs employeurs. Mieux, ils partent du CIMFEP avec une double fonction : celle fabricants et celle de maintenanciers.



**Clotaire MINKO MI NZE**  
25 ANS, INSCRIT AU DÉPARTEMENT  
GÉNIE MÉCANIQUE

### ENOROMI MAGAZINE

Comment se passe une journée dans la vie d'un stagiaire du CIMFEP ?

Pour ma part, lorsque je me réveille le matin, je prie, je prends ma douche, je m'habille et par la suite je me rends en salle de classe pour les jours réservés aux enseignements théoriques, du lundi au mercredi. Pour les jours réservés aux enseignements pratiques qui vont de jeudi à samedi, je me rends directement à l'atelier, soit de tournage ou de fraisage, parce que nous travaillons en deux groupes par semaine.

### ENOROMI MAGAZINE

Quelle différence entre « tournage » et « fraisage » ?

Au niveau du tournage, nous réalisons les pièces cylindriques. Pour ce qui est du fraisage, il s'agit de la réalisation des pièces prismatiques.

### ENOROMI MAGAZINE

Comment se passe une fin de journée de formation au CIMFEP ?

Ici, les enseignements finissent à 16 heures. Mais si j'ai un travail personnel à achever, j'ai le droit de rester en atelier jusqu'à la fermeture à 18 heures précises.

### ENOROMI MAGAZINE

À quoi ressemblent les week-ends au Centre ?

Mes week-ends, comme beaucoup de collègues, je les passe en partie aux ateliers où je m'adonne à la fabrication de quelques pièces personnelles. Ce qui me permet en même temps de m'exercer. Mais aux alentours de 16 heures, je rejoins mes collègues sur les aires de jeux mises à la disposition des stagiaires.



**Nadia KOHO**  
27 ANS, STAGIAIRE EN GÉNIE  
MÉCANIQUE

### ENOROMI MAGAZINE

Quel a été votre parcours avant votre admission au concours d'entrée au CIMFEP ?

Mon arrivée au CIMFEP a vraiment été une aubaine pour moi. En classe de Terminale, j'ai dû passer le baccalauréat deux fois sans l'obtenir. J'ai donc par la suite décidé de m'inscrire dans un centre de formation professionnelle privée de Libreville où je suivais des enseignements dans le domaine de la santé pour être infirmière assistante. Au terme de cette formation, j'ai fait quelques bricoles dans des cliniques de la capitale. Mais l'expérience ne s'est pas révélée concluante, d'autant plus que j'ai passé deux années sans emploi malgré mon diplôme. Mais lorsque l'opportunité du concours d'entrée au CIMFEP s'est présentée, je n'ai pas hésité un seul instant et j'ai postulé. Grâce à Dieu, je l'ai eue.

Et au sortir de ce Centre, je suis certaine d'avoir un emploi stable et pérenne. La formation que je subis actuellement en Génie mécanique est liée à la fabrication des pièces de divers engins et machines. Je me dis d'ailleurs que cette fois, j'aurai le choix de travailler où il me plaira. Or, dans la filière que je faisais avant, sans Bac, le choix était considérablement réduit, voire inexistant. De plus, grâce aux partenariats passés entre le CIMFEP et certaines entreprises dans la Zone économique spéciale de Nkok ou à l'extérieur, mes chances de réussite sont beaucoup plus grandes désormais. ●

Propos recueillis par  
**Griffin ONDO**



00 : 00 : 00

RAW

3.2.1.0.1.2.3

HD  
4K  
8K

► FOCUS PROJET

# TRANS GABONAISE

Les ambitions restent intactes

■ C'est l'une des grandes promesses du Chef de l'Etat Ali BONGO ONDIMBA qui avait annoncé le 17 août 2019 la construction de la Transgabonaise, voie routière qui allait permettre de rallier les provinces du Sud-Est du pays encore fortement enclavées. Malgré la survenance de la crise économique liée à la pandémie de la Covid19, le Gouvernement reste optimiste quant à la réalisation de ce chantier dans le cadre du PAT.





### Un chantier majeur du Plan d'Accélération de la Transformation

Jamais depuis le chemin de fer qui relie Libreville à Franceville, le Gabon n'avait engagé de chantier aussi colossal de son histoire. Long de plus de 780 kilomètres, ce projet de construction routière traverse 6 des 9 provinces que compte le pays (Estuaire, Moyen-Ogooué, Woleu-Ntem, Ogooué Ivindo, Ogooué Lolo, Haut-Ogooué) et va permettre de désenclaver l'Ogooué-Lolo et du Haut-Ogooué accessibles principalement par voie ferroviaire. C'est également le second chantier routier d'envergure sous la présidence d'Ali BONGO ONDIMBA après le tronçon reliant Port-Gentil à Omboué, long de 95 kilomètres et dont les travaux ont été livrés en 2020.

Le coût initial de cet ambitieux projet était estimé à près de 600 milliards de FCFA (1,1 milliard de dollars) et devait être financé par le Gabon sur ses ressources propres. Cette route baptisée « la Transgabonaise » vise à relier les 2 principaux axes routiers du pays, à savoir les nationales n°1 et n°3 sur les tronçons Owendo-Ndjolé-Carrefour Leroy-Lastourville-Moanda-Franceville. Malheureusement, les premières difficultés vont changer le cours des évènements.

### Une crise qui est venue tout remettre en cause

Il y a d'abord la pandémie mondiale de la Covid19 dont les restrictions sanitaires vont entraîner un effondrement du cours des matières premières dès le début de l'année 2021. La chute de la demande de brut pétrolier des pays industrialisés et de la Chine va faire baisser le cours du baril à 42 dollars contre 64 dollars 1 an auparavant. Privés brusquement de ses principales ressources financières (71% des exportations), le gouvernement gabonais va alors revoir sa stratégie. Le prélèvement sur ses fonds propres va être abandonné au profit d'un prêt souverain. Cependant, la raréfaction des sources de financement sur les marchés financiers touche tous les pays et va venir contraindre le financement par prêt souverain de ce projet. Face à cette réalité, le président Ali BONGO ONDIMBA décide une fois encore de revoir son plan de financement.

### Un Partenariat-Public-Privé pour la réalisation de la Transgabonaise

La nouvelle solution passera à travers la signature par l'Etat d'un contrat de

conception, financement, construction et exploitation (PPP) de la Transgabonaise avec la Société Autoroutière du Gabon (SAG) dans le cadre du Plan d'Accélération de la Transformation (PAT). La SAG est une entreprise de droit privé gabonais dont les actionnaires sont ARISE (Ancienne GSEZ) 50%, et le fonds Méridiam (50%). Il faut noter que Méridiam est un fonds spécialisé dans le développement, le financement et la gestion de projets d'infrastructures. Quant à Arise, elle est issue d'une plateforme conjointe entre la République Gabonaise, Olam International et Africa Finance Corporation (AFC) et gère des filiales telles que GSEZ Airport, le nouveau terminal portuaire d'Owendo (NOIP) et GSEZ industry ( ZERP de NKOK et IKOLO). Une fois mise en place le modèle de financement, les difficultés n'en demeurent pas moins.

### Un chantier très vaste avec des réalités contrastées

La Transgabonaise est longue de plusieurs centaines de kilomètres et les réalités sur le terrain ne sont pas les mêmes. La qualité des sols latéritiques est source de phénomènes de dégradation des routes particulièrement en raison du climat chaud et humide. En outre, certains tronçons n'ont même pas encore fait l'objet d'études. D'autres en revanche nécessitent un réaménagement comme c'est le cas de l'axe Libreville-Ntoum transformé en 2x2 voies conformément à la vision du Chef de l'Etat Ali BONGO ONDIMBA. Il y a également les tronçons qui nécessitent une réhabilitation comme PK24-PK40, PK75-PK105, les axes Bifoun-Ndjolé et Lastourville-Moanda. Il y a enfin ceux dont les travaux suspendus doivent reprendre comme le tronçon entre carrefour Leroy et Carrefour Mikouyi dans l'Ogooué-Lolo par l'entreprise chinoise SINOHYDRO et des changements de tracé de la route. En effet, les autorités ont choisi de contourner le parc naturel de la Lopé (Ogooué-Ivindo) par les localités Alembé-Lalara-Koumamayong-Booué-Carrefour Leroy en 2020. Ainsi le tronçon



rallongé passe alors de 780 à 828 kilomètres de long. Le gouvernement a déjà signé l'avenant n°1 au contrat de partenariat relatif à la Transgabonaise qui a été découpé en 3 tronçons à savoir : Libreville-Alembé, Alembé - Carrefour Mikouyi et enfin Carrefour Mikouyi – Franceville pour en accélérer la mise en œuvre. Des entreprises ont déjà été retenues suite à des appels d'offres pour la réalisation des tronçons de cet ambitieux projet.

### **Des tronçons déjà en phase de réalisation**

C'est notamment le cas de l'entreprise indienne AFCONS qui a signé un contrat de construction avec la SAG. La filiale du groupe Shapoorji Pallonji a remporté l'appel d'offre en ce qui concerne spécifiquement le tronçon PK24-PK105 long de 81 kilomètres sur

la nationale n°1. La livraison du chantier, initialement prévue en mars 2022 a été reportée en juillet de la même année. Les raisons invoquées sont les difficultés à acheminer les matériaux nécessaires pour la réalisation du chantier en raison des coûts élevés du fret maritime consécutifs à la pandémie de la Covid19. Une autre raison invoquée est le processus d'indemnisation des populations impactées par le projet de réaménagement du tronçon PK28-PK34. La phase d'identification est achevée et les populations concernées seront installées sur un nouveau site. En dépit de tous ces retards, les travaux progressent à un rythme soutenu.

### **Un optimisme pour l'avenir qui reste de mise**

Les études relatives à la réalisation de la voie de contournement du Parc naturel de la Lopé sont en cours d'exécution et les travaux devraient être lancés d'ici la fin de l'année 2022. Ces retards ne devraient pas trop impacter l'échéance de 2023 qui reste la priorité du gouvernement et de la SAG. Les différents partenaires restent confiants dans la concrétisation de ce grand projet du Plan d'Accélération de la Transformation cher au Président de la République Chef de l'Etat Ali BONGO ONDIMBA. ●



*Jean Paul Augé OLLOMO*

► FOCUS SECTORIELS

# FORÊT BOIS

## L'industrie forestière comme principale alternative au pétrole ?

Le Gabon a pris un tournant majeur dans la modernisation de son économie en 2010 avec l'interdiction totale d'exportation de grumes. Cette décision a entraîné un développement spectaculaire du secteur de la transformation du bois au point où le pays envisage de devenir un leader mondial. Retour sur cette accélération de la transformation réussie d'une filière longtemps marginalisée grâce aux mesures ambitieuses du PAT.

### Le choix du secteur bois pour préparer l'après pétrole

Depuis l'accession à la magistrature suprême du Président Ali BONGO ONDIMBA en 2009, le Gabon fournit de gros efforts pour sortir de la dépendance du pétrole. En effet, avec une production en or noir qui ne cesse de baisser ces dernières années, des cours mondiaux au plus bas durant la pandémie du Covid19 même si on assiste depuis à une remontée des cours due à la Crise Ukrainienne. C'est donc tout naturellement que le pays va se tourner vers le bois pour mettre en œuvre ce tournant. Avec une forêt qui couvre plus de 85% soit 22 millions d'hectares de son territoire, le pays possède plus de 600 essences de bois. Malgré ces atouts, la part du PIB du secteur forestier reste marginale dans l'économie gabonaise avec 2,8% en 2008 et 3% en 2017 selon la Direction Générale des Industries du Commerce du Bois et de la Valorisation des Produits Forestiers (DGICBVPF). Le Plan d'Accélération de la Transformation (PAT) prévoit de faire du secteur forestier un des moteurs de croissance du Gabon Vert. A ce titre, des actions ont été menées par les autorités pour accélérer la transformation structurelle de ce secteur pour un faire un des piliers de l'économie du Gabon.

### Des investissements innovants dans la transformation du bois

Des mesures fortes ont été prises par le gouvernement gabonais dès 2009 avec l'interdiction totale d'exportation de grumes. Cette mesure, unique en Afrique centrale jusqu'à ce jour, aura finalement porté ses fruits. En effet, à partir de 2010, les grumes qui étaient les produits forestiers les plus exportés vont peu à peu être supplantés. Pour mettre en pratique cette obligation de transformation du bois, le gouvernement à travers le PAT va accorder des incitations douanières et fiscales aux entreprises et proposer un cadre adéquat aux investisseurs à travers la Zone Economique à Régime Privilégié (ZERP) de Nkok. D'une superficie de 1390 ha, la ZERP a été créée en 2010 par Ali BONGO ONDIMBA à la suite d'un partenariat entre l'Etat gabonais et l'entreprise singapourienne Olam International. Ainsi, de 86 opérateurs économiques dans ce secteur en 2017 on est passé à 157 en 2017 et plus de 197 en 2020. De même que les volumes de production ont considérablement augmentés. En effet, le Gabon est passé de 1,6 million de mètres cubes de bois en 2010 à 2,4 millions en 2016 puis à 3 millions en 2017 et 3,7 millions en 2021 selon la DGICBVPF. Le nombre de permis de concession forestière a atteint le chiffre record de 97 en 2019. L'objectif affiché des autorités est de faire passer la part du PIB du bois dans l'économie gabonaise à 10% en 2025, ce qui représenterait un volume de 4,1 millions de mètres cube. D'autant plus que le marché fait face à une forte demande bois tropicaux dont le Gabon possède une très grande variété. Bien qu'une vingtaine d'essences soient exploitées, l'okoumé reste la grume le plus utilisé avec plus de 60% de

la production, la Chine absorbant à elle seule plus de moitié du bois transformé.

## Eviter le risque de surexploitation des forêts

Cette situation pourrait néanmoins conduire à un risque de surexploitation de l'okoumé qui à terme entrainerait la raréfaction de cet essence. C'est la raison pour laquelle les investissements dans l'industrie du bois doivent s'accompagner d'aménagements des aires forestières. De même, d'autres essences que l'okoumé devraient être valorisées par les entreprises de transformation. C'est notamment le cas de l'Ozigo, de l'Igaganga ou du Gombé afin de faire baisser la pression exercée sur l'Okoumé.

## Des volumes de bois de sciage en constante progression

L'industrie de transformation du bois au Gabon reste très nettement dominée par le sciage avec plus de 70% de la production. En outre le Gabon se démarque des autres pays de la sous-région par une importante production de contreplaqués qui le propulse au rang des cinq premiers producteurs mondiaux. Selon les chiffres de la Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale (DGEPPF), la production de serait passée de 13 146 à 29 892 mètres cube (+47%) entre 2020 et 2021. La vigueur de ce secteur est due au bon rythme d'approvisionnement des industries locales (particulièrement celles situées dans la ZERP de Nkok) et la forte demande locale qui représente près de 7 602 mètres cube (+168,8%) incitée notamment par l'assouplissement des mesures restrictives gouvernementales prises dans le cadre de la mise en œuvre du PAT. Au regard de ces performances, il semble que les politiques de gestion de la filière bois sont sur la bonne voie. A ce titre, il ne serait pas inenvisageable de faire du Gabon le leader mondial de la production du bois tropical transformé. Les plus hautes autorités en tête desquelles le Président Ali BONGO

ONDIMBA mise sur le PAT pour faire de cet objectif une réalité à l'horizon 2023. Pour cela un accent particulier est mis sur la formation professionnelle.

## Une filière d'enseignement et de formation professionnelle pour soutenir la transformation

Lors du conseil des ministres du 20 novembre 2020, le gouvernement a adopté un projet de loi de création de centres de formation professionnelle. Au sein de l'Ecole Multisectorielle de Formation Technologique et Professionnelle (EMFTP) de Nkok il est créé un établissement dénommé Centre de Formation et d'Enseignement Professionnel aux Métiers du Bois, du Bâtiment et des Travaux Publics (CFEPMBBTP) qui offre des formations secondaires (jusqu'au baccalauréat) et supérieures (accessibles aux titulaires du baccalauréat). Situé dans la ZERP de Nkok, il sera chargé d'assurer la formation initiale et continue d'enseignement professionnel dans les métiers du bois. A terme, cela permettra de pourvoir aux emplois dont cette filière industrielle aura tant besoin dans les années à venir en permettant une réelle adéquation formation-emploi. Les premières formations qui ont démarré pour l'année académique 2020-2021 projettent de mettre sur le marché de l'emploi leur première cuvée dans quelques années. D'autres filières de formation sont également présentes dans le pays. En effet, des diplômes (licences et masters professionnels) en exploitation forestière et technologies du Bois, en foresterie et même en industrie du bois sont proposés dans des établissements supérieurs de la place notamment l'Ecole Nationale des Eaux et Forêts (ENEF), l'Ecole Supérieure de Gestion Informatique (ESGI) et à Mata Business School (MBS). ●

Jean Paul Augé OLLOMO

FOBERD GABON



## INDUSTRIES

# GROUPE FOBERD

## Le pari de l'industrialisation

Le 22 avril 2022, l'équipe du CNPAT dirigée par Yves Sylvain Moussavou et accompagné de journalistes, a rendu visite aux usines du groupe FOBERD, champion de la politique industrielle impulsée par le Président de la République Ali BONGO ONDIMBA. Les dirigeants du groupe panafricain, ont fait le pari de l'industrialisation au Gabon de leurs activités depuis quelques années grâce à un environnement des affaires amélioré. Retour sur ce qui ressemble déjà à une grande réussite économique et industrielle et surtout un bel exemple de partenariat sud-sud.

L'un des moteurs de croissance du Gabon est assurément le secteur industriel. Les autorités qui ambitionnent de mettre en œuvre ce pilier du PSGE souhaitent l'appui des investisseurs privés. Le groupe FOBERD GABON a bien intégré cette réalité. En effet, présent au Gabon depuis plusieurs décennies, il a au fil des années su diversifier ses activités dans des secteurs très variés. Grâce à ses multiples investissements, FOBERD GABON est à présent l'un des acteurs majeurs de l'économie gabonaise. Mais quels sont donc les futurs fleurons industriels gabonais de ce groupe ?

### Une présence historique de plus de 2 décennies

Les activités historiques du groupe FOBERD GABON débutent en 1999 avec l'importation et la distribution des matériaux de construction et de produits alimentaires (FOBERD, SOGAMATEC, SOTRASGAB). Puis progressivement vont s'ajouter des activités de substitution des importations par la production locale notamment dans les domaines de la brasserie et de la minoterie (SOFAVIN, COMPLEXE AGRO-INDUSTRIELLE) rejoignant ainsi certaines en-

treprises qui détenaient le monopole (SOBRAGA, SUCAF, SMAG). Le groupe va développer par la suite des activités d'économie circulaire avec le traitement des huiles usées et des déchets industriels (GABON ENVIRONNEMENT SERVICE), du recyclage des rébus ferreux (ACIERIES DU GABON) et la production de gaz industriels et médicaux (GIM GABON). Aujourd'hui, c'est un groupe constitué de 8 entreprises qui emploient plus de 1600 employés.

### **FOBERD le précurseur**

Première entreprise du groupe installée au Gabon, FOBERD est aussi la plus importante en terme de sites et d'employés. En effet, le distributeur des matériaux de construction et de produits alimentaires est présent dans 6 provinces à travers ses 18 sites et prévoit l'élargissement de son réseau dans toutes les provinces du pays. Elle emploie aujourd'hui plus de 700 salariés. Elle dispose d'un méga show-room de près de 4000 m<sup>2</sup> situé dans la commune d'Owendo où sont exposés des milliers d'articles de matériaux de construction, de décoration et de matériel électroménager ainsi que des multitudes d'autres produits de grande consommation.



### **SOGAMATEC la seconde expérience**

Créée en 2006 après FOBERD, la Société Gabonaise de Matériaux de Construction (SOGAMATEC) est spécialisée dans la fabrication de matériaux de construction en acier (fers à béton), en aluminium (tôles) et en plastique (tuyaux PVC, seaux, chaises, etc.) en réponse au besoin du marché local. Son unité de production est également située dans la commune d'Owendo et fabrique des produits qui respectent les normes de qualité mondiale et sont soumis à un contrôle qui vise à s'assurer de leur conformité. La SOGAMATEC emploie près de 135 salariés.



### **Un acteur de la logistique portuaire pour soutenir les activités du groupe**

Pour renforcer les activités des entreprises du groupe, FOBERD GABON a créé la SOTRASGAB dans le domaine de la logistique portuaire, l'acconage, le transit, la consignation, la manutention, l'emportage, le transport terrestre et l'entreposage. Cette entreprise dispose de deux sites d'une superficie globale de près de 5 hectares dans la commune d'Owendo en soutien à toutes ses activités. Par la suite le groupe va lancer dans la substitution de certains produits d'importation en favorisant leur production locale.



### **Le Complexe Agro-Industriel en soutien de la production meunière au Gabon**

La diversification des activités du groupe va s'accroître avec le développement de la production locale. A ce titre, l'une des réussites industrielles du groupe FOBERD GABON est assurément la minoterie du Complexe Agro-Industriel du GABON (CAIG). Cet investissement d'une valeur de près de 7 milliards de Francs CFA (10,5 millions d'euros) a permis au groupe de faire son entrée dans le secteur de la fabrication de la farine de blé, de semoule et de l'alimentation de bétail. Il s'agit donc pour ce nouvel acteur du marché de combler le déficit en approvisionnement d'un marché national dominé par l'entreprise SMAG qui avait le monopole. Avec une capacité de transformation de 36 000 tonnes de blé au lancement, il ne fait aucun doute que la société s'annonce déjà comme une vraie réussite industrielle et commerciale. Le Complexe Agro-industriel diversifie ses offres en produisant également des biscuits, du chocolat à tartiner ainsi que la mayonnaise, destinés au marché local.

## La seconde brasserie industrielle privée du Gabon

Autre fleuron industriel détenu par le groupe FOBERD GABON, il faut citer la Société de Fabrication de Vin (SOFAVIN). En effet, la SOFAVIN est spécialisée dans la brasserie à travers la production d'une large gamme de boissons gazeuses, de jus de fruits, de vins et de spiritueux. Elle dispose de deux sites de production avec une superficie globale aux alentours de 6 hectares dans la commune d'Owendou. Par la mise sur le marché local de ses produits, la SOFAVIN favorise ainsi la diminution de l'importation de produits alimentaires et encourage la production locale. En effet ce marché était aussi en situation de monopole détenu par une autre entreprise (SOBRAGA). Tous les produits de SOFAVIN obéissent aux standards internationaux de qualité dans l'agro-alimentaire. Mais la production locale n'est la seule innovation en investissement du groupe, FOBERD GABON a également opéré un tournant dans le recyclage industriel.

## Le recyclage des résidus ferreux en matériaux de construction et du bâtiment

C'est une autre entreprise également pionnière dans son domaine du recyclage des rébus ferreux et déchets industriels locaux. L'entreprise Les Aciéries du Gabon SA est située sur plus de 3 hectares au sein de la Zone Economique à Régime Privilégié de Nkok (ZERP), dans la banlieue sud de Libreville. Spécialisée dans la valorisation des rébus ferreux transformés en barres à verrous destinées principalement aux secteurs de la construction et du BTP ainsi que dans la fabrication des armatures à béton, les Aciéries du Gabon SA disposent d'une fonderie électrique à induction, d'une machine de coulée continue automatique et d'un laminoin à chaud. La quantité de rébus ferreux transformée est estimée aux alentours de 30 000 tonnes et pourrait doubler dans les prochaines années. Grâce à ses équipements dernière génération, l'entre-



prise a une capacité de production de 70 000 tonnes par an de barres à verrous et 10 000 tonnes par an de tubes soudés répondant à toutes les normes de qualité fixées notamment par l'AGANOR, organisme certifié. En outre, elle emploie sur son site de production 220 salariés, dont l'essentiel sont des nationaux sur son site de production. D'autres entreprises appartenant au même groupe ont également leur siège dans la ZERP de Nkok. Grâce à cette activité, les Aciéries du Gabon SA offrent une seconde vie à ces déchets industriels et limitent ainsi leurs effets négatifs sur l'environnement.

## Le traitement des déchets industriels et médicaux enfin une réalité au Gabon

C'est une autre pionnière dans le domaine du traitement des eaux et huiles usées et l'incinération des déchets industriels et médicaux au Gabon. En effet, GABON ENVIRONNEMENT SERVICE (GES) dispose d'un incinérateur haute performance qui permet de traiter jusqu'à 500 kg de déchets par heure dans la commune



d'Owendo. Cette entreprise veille au respect de toutes les normes de protection environnementale durant tout le traitement des déchets. Un contrôle est également effectué sur les gaz émis afin qu'ils n'affectent pas la qualité de l'air. Les déchets incinérés proviennent essentiellement des sociétés pétrolières et des entreprises industrielles du pays qui voient ainsi limitée l'impact négatif que représentent ces produits polluants sur l'environnement. GES s'occupe également de l'incinération de déchets médicaux de certaines structures hospitalières de Libreville. Etant donné la demande énorme que représente ce marché dans le pays, nul doute que GES a encore de beaux jours devant elle.



## La production des gaz industriels et médicaux au Gabon, un bond en avant

A proximité des Acéries du Gabon SA, le groupe FOBERD a mis en place une unité inédite de production de gaz industriel et médical qui s'étend sur une superficie de plus d'un hectare. En effet, Gaz Industriel et Médical du Gabon (GIM GABON) est une entreprise dédiée à la production d'oxygène médical et industriel, d'azote, d'argon et d'acétylène. Avant l'arrivée de cet acteur sur le marché local des gaz industriels et médicaux, le pays était confronté en quasi permanence à des ruptures de ces produits industriels malgré la présence d'autres opérateurs économiques sur ce domaine. Grâce aux produits de GIM GABON,



on a pu observer une stabilisation de l'offre ainsi qu'une baisse des prix du marché, mais également un allié d'envergure au côté de l'état Gabonais dans la lutte contre la Covid19 dans la fourniture du gaz médical dans plusieurs structures hospitalières de la place et éviter ainsi les pénuries. Les dirigeants de FOBERD GABON ont également saisi les opportunités qu'offre la zone économique de Nkok située au sud de Libreville. D'importants investissements et tout aussi novateurs que ceux réalisés dans la commune d'Owendo sont d'ores et déjà palpables pour le groupe.

## De nouvelles installations en vue dans la ZERP

Le groupe FOBERD GABON prévoit lancer deux autres unités de production qui sont encore en cours d'installation dans la ZERP sur une superficie couverte de 7.000 m<sup>2</sup>. En effet, la première sera consacrée à la fabrication d'emballage en papier et en carton ainsi que le conditionnement alimentaire aujourd'hui importé à 100% de l'étranger. La seconde sera quant à elle dédiée au montage de congélateurs et de réfrigérateurs des gazinières, des fours et permettra ainsi de réduire les coûts d'achat de ces différents produits sur le marché local. Les lancements de production sont prévus d'ici la fin de l'année 2022.

## La formation comme pilier pour assurer le transfert de compétences

Un partenariat avec l'Office National de l'Emploi (ONE) et le Centre International Multisectoriel de Formation et d'Enseignement Professionnel de Nkok (CIMFEP) va permettre de former 90 nationaux qui viennent s'intégrer dans ces différentes structures au terme de leur formation professionnelle. Il faut rappeler que le CIMFEP est le fruit d'un partenariat de l'Etat gabonais avec l'entreprise chinoise Avic International Holding Group. Inauguré le 9 avril 2021 par le Chef de l'Etat Ali BONGO ONDIMBA, le CIMFEP offre des formations techniques et professionnelles à un millier d'apprenants dans une dizaine de filières. En outre ces formations rentrent dans l'optique de préparer une prise en main progressive des postes encore détenus par des étrangers faute d'expertise locale.

## Le groupe FOBERD GABON est un acteur majeur de l'industrie au Gabon

En moins d'une décennie, FOBERD GABON est en passe de réussir son pari : devenir un acteur industriel de premier plan dans notre pays. En multipliant des investissements colossaux, ses dirigeants ont fait le choix de miser sur les opportunités qu'offre le Gabon à travers le Plan d'Accélération de la Transformation (PAT) dont le gouvernement est l'architecte. Ces réalisations sont également la preuve que la coopération secteur privé et l'Etat est un excellent levier de développement particulièrement en ces temps de crise où les capitaux manquent cruellement. ●

Jean Paul Augé OLLOMO

► PUBLIREPORTAGE

# FER DE BELINGA

**L'australien Fortescue Metals  
s'engage à investir 90 millions  
de dollars sur trois ans.**

*La relance de l'économie gabonaise après la crise sanitaire est un enjeu majeur pour le gouvernement. Pour matérialiser cette ambition dans le cadre du Plan d'accélération de la transformation (PAT), lancé en 2021, le développement et la diversification de l'industrie minière locale sont inscrits au rang des priorités. C'est dans cette optique que le projet de développement du gisement de fer de Belinga a été réactivé en 2021 avec le choix d'un nouvel investisseur, Fortescue Metals Group.*



Dans la suite du processus de mise en valeur du fer de Belinga, Elvis Ossindji, Ministre des Mines et Nicole Roboty, Ministre de l'Economie et de la Relance, ont signé le 19 août 2022 avec Fortescue Metals une convention minière. C'est via sa joint-venture avec l'Africa Transformation and Industrialization Fund (ATIF), Ivindo Iron, que le géant australien entend investir 90 millions de dollars (environ 58,8 milliards de FCFA) dans les activités d'exploration sur les trois ans à venir.

« Nous nous félicitons de l'opportunité d'évaluer le projet Belinga, qui, selon nous, est potentiellement l'un des plus grands gisements d'hématite à haute teneur non développés au monde. Nous sommes impatients de travailler avec notre partenaire, le gouvernement gabonais et toutes les parties prenantes clés sur cet important projet, alors que nous continuons à évaluer les opportunités d'optimiser la croissance et les rendements de notre activité de minerai de fer », a déclaré Elizabeth Gaines, PDG de Fortescue, suite à la signature de cet accord d'exploration.

Pour le ministre gabonais des Mines, Elvis Ossindji, qui a finalisé les négociations avec Ivindo Iron pour la reprise effective des travaux de développement du gisement de fer de

Belinga, ce projet a connu une accélération afin de créer de la valeur ajoutée et des centaines d'emplois dans le pays. « L'aboutissement du projet de fer de Belinga avec la compagnie minière australienne Fortescue Metals Group et l'ATIF [société d'investissement créée à Abu Dhabi afin d'apporter des solutions aux problèmes entravant le développement de l'Afrique] vise à renforcer la contribution du secteur minier à une économie florissante, tout en faisant du Gabon une destination minière de référence », a-t-il indiqué.

Selon le membre du gouvernement, la valorisation du gisement de Belinga est une priorité du Chef de l'Etat, SE Ali Bongo Ondimba. « Un projet phare pour la diversification de l'économie de notre pays et pour la mise en œuvre du Plan d'Accélération de la Transformation (PAT) » a affirmé Elvis Ossindji. Ainsi, la priorité demeure la création d'emplois et des revenus ainsi que de nouvelles infrastructures pour le pays.

Cette convention, apprend-on, contient les principales conditions commerciales et juridiques pour l'exploration du projet Belinga (d'un potentiel d'un milliard de tonnes de fer) couvrant environ 4 500 km<sup>2</sup>. Si pour l'heure, la capitalisation d'Ivindo Iron SA est de 80% pour Fortes-

cue Metals et 20% pour ATIF, il est prévu à terme une rétrocession de 10% des parts à l'Etat gabonais dès la délivrance des licences d'exploitation, Conformément au Code minier gabonais.

Le projet de minerai de fer de Belinga est situé dans le Nord-Est du pays dans la province de l'Ogooué-Ivindo. Le gisement a été initialement découvert en 1955, et l'exploration ultérieure dans les années 1970 a permis d'identifier une minéralisation à forte teneur en fer et à faible teneur en contaminants. Accordé à la China Machinery Engineering Corporation (CMEC) en 2006, le permis d'exploitation de la mine de Belinga a été suspendu en 2011 par le gouvernement à la suite d'un litige avec cette entreprise, actionnaire majoritaire (75 %) de la Compagnie minière de Belinga. Finalement, le projet a été progressivement évalué par Fortescue depuis 2018.

Belinga est considéré à ce jour comme l'un des grands gisements de minerai de fer à haute teneur non développé dans le monde. Ses réserves en minerai de fer sont estimées à un milliard de tonnes. ●

Haïlée M.D

# Dossier

# LE MOBILE MONEY

## Les chiffres connaissent un bond en 2021

■ Avec un chiffre d'affaires de 8,9 milliards de FCFA au dernier trimestre, le secteur du mobile money s'est plutôt bien porté en 2021 au Gabon où l'on dénombreait cette année plus d'un million de comptes actifs pour 3 142 abonnés à la téléphonie mobile dans tout le pays.





## L'activité des télécoms en 2021

Compilés par la Direction générale de l'Économie et de la Politique fiscale (DGEFP), les chiffres liés à la situation économique du Gabon de l'année 2021 ont été publiés en fin février 2022. Parmi les secteurs ayant tiré leur épingle du jeu figure celui de la téléphonie mobile et notamment la branche du mobile money, la monnaie électronique. Deux opérateurs se disputent le marché : Airtel Gabon et Moov Africa Gabon Telecom. Leurs affaires ont été plutôt florissantes.

S'agissant du secteur, de façon générale, l'exercice 2021 a fait ressortir une nette amélioration des variables de suivi au niveau des télécommunications. Le nombre total d'abonnés au téléphone a enregistré une hausse de 3,3%, grâce aux 3,176 millions d'utilisateurs dénombrés. Ce qui constitue, relève la DGEFP, un nouveau relèvement du nombre d'abonnés au téléphone fixe (+34,8%). Les abonnements à l'internet mobile et haut débit ont eux aussi progressé respectivement de 8,9% et 28,5%. La poursuite du travail à distance imposé par la pandémie de Covid-19 est la principale explication de cette embellie. ●

## LE MOBILE MONEY

### Chiffres d'affaires et comptes actifs en hausse

Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires a crû de 1,5% à 219,4 milliards FCFA sur la période d'analyse, imputable aux autres prestations, car la téléphonie mobile a été en retrait du fait de la réduction continue des tarifs des communications et des forfaits opérés par les opérateurs.

#### Évolution de l'activité des télécommunications

	1T21	2T21	3T21	4T21	Fin décembre 2021		
					2020	2021	Var21/20
Chiffres d'affaires (en millions de FCFA)	53 715	53 262	56 591	55 824	216 068	219 392	1,5%
Nombre d'abonnés au mobile	2 991	3 122	3 076	3 142	3 050	3 142	3,0%
Nombre d'abonnés au téléphone fixe	28	31	32	34	25	34	34,8%
Nombre d'abonnés total au Téléphone	3 019	3 152	3 108	3 176	3 075	3 176	3,3%
Nombre d'abonnés à l'Internet GSM	2 079	2 220	2 201	2 254	2 071	2 254	8,9%
Nombre d'abonnés à l'Internet haut débit	23	24	26	28	22	28	29,5%

Sources : Enquête DGEFP

Porté par un nombre de plus en plus grandissant de comptes actifs, le secteur du mobile money a affiché au dernier trimestre de l'année 2021 une hausse de 12% de son chiffre d'affaires, soit 8,9 milliards de FCFA contre 7,9 milliards de FCFA à la même période en 2020.

#### Chiffres d'affaires 4T

Indicateurs	4T 2020	4T 2021	Var 21/20
Chiffre d'affaire	7 932 379 561	8 999 519 332	12%





## Baisse sur les porte-monnaie électroniques

En partenariat avec certaines institutions financières de la place, les opérateurs du secteur, Airtel Money Gabon et Moov Africa, ont mis sur le marché de nouveaux produits pour fidéliser leur clientèle et attirer de nouveaux abonnés, en 2021 : le « Mobile Banking ». Un tout nouveau service présenté comme « une intégration multifacette de leur portefeuille monétique ». En plus des opérations de dépôts, retraits, transferts et paiements avec et à travers le GSM, l'accès aux services classiques d'opérations bancaires est désormais fonctionnel grâce au service GIMACPAY (Groupement interbancaire monétique de l'Afrique centrale). La disponibilité des services 24h/24 et l'alternative aux comptes bancaires classiques sont devenues des offres de plus en plus attractives, assurent les experts.

Nombre de comptes 4T							
Comptes Mobile Money	4T 2020			4T 2021			Var dec21/20
	Oct.	Nov.	Déc.	Oct.	Nov.	Déc.	
Nombre total de comptes	2 349 072	2 396 181	2 450 252	2 686 951	2 381 962	2 373 813	-3,12%
Nombre de comptes actifs	906 023	915 162	926 886	1 011 264	1 008 852	1 019 189	9,95%

Sources: Airtel Money Gabon, Moov Africa.

En 2021, le nombre de porte-monnaie électronique est passé de 2 450 252 comptes à fin décembre 2020 pour s'établir à 2 373 813 comptes en décembre 2021, soit une baisse de 3,12%. Cependant pendant la même période, le nombre de comptes actifs a quant à lui augmenté de 9,95%, passant ainsi de 926 886 comptes à 1 019 189 comptes.

Transactions de monnaie électronique 4T			
Indicateurs FCFA	4T 2020	4T 2021	Var 21/20
Dépôts	259 707 704 532	292 743 218 184	13%
Retraits	198 102 973 873	226 782 687 576	14%
Transferts	105 020 553 478	131 904 681 157	26%
Paiements	44 094 792 761	50 947 211 539	16%

## Près de 3 milliards de FCFA de dépôt

À la fin de l'année 2021, les opérateurs de téléphonie mobile et leurs partenaires se sont frotté les mains. La branche liée au mobile banking n'a en effet pas dérogé à la règle de l'année précédente. Les clients ont répondu présents et les transactions n'ont pas connu de baisse, au contraire. Les chiffres recueillis montrent que le volume des dépôts dans les points de vente en décembre 2021 a atteint 292,7 milliards de FCFA contre 259,7 milliards de FCFA en décembre 2020, soit une hausse de 13%.

Pour ce qui est des retraits d'argent, en décembre 2021, ceux-ci ont atteint 226,8 milliards de FCFA contre 198,1 milliards de FCFA en décembre 2020, soit une augmentation de 14%. Les transferts ont eux aussi augmenté de 26%, passant de 105 milliards de FCFA en décembre 2020 à 131,9 milliards de FCFA en décembre 2021.

S'agissant de la branche paiement, à elle aussi connue une augmentation de 16%, grâce au fait que de nombreux opérateurs économiques à travers le pays ont commencé à accepter les paiements par mode mobile money. Ainsi, à décembre 2021, les paiements ont atteint 50,9 milliards de FCFA contre 44,1 milliards de FCFA la même période l'an dernier, précise la DGEPEF sur la base des chiffres communiqués par les deux principaux acteurs du secteur.



SCG-Ré  
Kigali Regional Office

# SCG-Ré

## Résultats 2021 en hausse

Le dixième exercice de la Société Commerciale Gabonaise de Réassurance (SCG-Ré), filiale du Fonds Gabonais d'Investissements Stratégiques (FGIS) s'est soldé par un chiffre d'affaires en hausse de 7% par rapport à l'année précédente, soit 14,6 milliards de Francs CFA au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2021, tel qu'il ressort des comptes arrêtés par son Conseil d'Administration et approuvés par l'Assemblée Générale Annuelle de ses actionnaires.

En 2021, la réassurance commerciale a augmenté de 26% correspondant à plus de la moitié de la réassurance légale. Cette croissance s'explique par le développement commercial et la volonté du Management de réduire la part des cessions légales sur le chiffre d'affaires et de développer les cessions commerciales (Traités et Facultatives) tant au niveau national qu'à l'international.

Avec une sinistralité en baisse de 18% résultant de la politique d'assainissement du portefeuille et de sélection des risques réassurés par l'entreprise ; et une optimisation des frais généraux à -19%, le résultat technique est de 6,940 milliards de Francs CFA contre 6,393 milliards en 2020 soit une hausse de 9%.

Quant à la situation patrimoniale, elle a été valorisée de 22% passant ainsi d'un Total Bilan de 32,1 à 39,2 milliards de Francs CFA. La trésorerie et l'actif circulant se sont appréciés respectivement de 161% et de 33% du fait de l'optimisation de la rétrocession et d'une politique de placement plus offensive.

La SCG-Ré clôture l'exercice 2021 avec un résultat social de 1,018 milliard de Francs CFA, un surplus de marge de solvabilité de 11% et un taux de couverture des engagements

règlementés de 117%, conformément aux dispositions du code CIMA.

La mise en œuvre de son Plan Stratégique et de Développement en 2021 « PSD 2021-2025 » a été réalisé à 100%. Pour ce qui est de son augmentation de capital social à 10 milliards de Francs CFA, sa politique de gestion des risques, son développement commercial à l'international, un contrôle interne plus efficient et une double notation financière AM Best et GCR.

À l'issue de l'Assemblée Générale, un dividende de 400 millions de Francs CFA a été distribué aux actionnaires après dotation de la réserve légale et création d'une réserve facultative d'un milliard de Francs cfa.

La SCG-Ré est le 23ème réassureur africain sur 47, après seulement 10 ans d'existence et d'activité, sa renta-



bilité financière à l'exercice clos au 31 décembre 2021 est de 8,80%.

En sus de ces résultats encourageants, elle a procédé à l'ouverture de son 1<sup>er</sup> bureau régional de souscription à Kigali au Rwanda : « SCG-Ré, Kigali Regional Office ».

Ce bureau a compétence au Rwanda, en Afrique de l'Est et en Afrique Australe. L'ouverture de ce bureau s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de son Plan Stratégique et de Développement « PSD 2021-2025 », qui prévoit l'expansion de ses activités en Afrique, afin de dynamiser sa croissance et son développement.

« SCG-Ré, Kigali Regional Office » a été enregistrée le 04 mai 2022 auprès de « Office of the Registrar General » (ORG) en tant que société de réassurance établie au Rwanda et agréée le 22 août dernier par « National Bank of Rwanda », Régulateur du secteur de l'assurance et de la réassurance Rwandais.

La SCG-Ré a également mis en place des bureaux de liaison au Cameroun (Douala) à travers la société Global Reinsurance Brokers et au Congo Brazzaville (Pointe-Noire) à travers la société LG Conseil. Ces derniers seront en charge des aspects commerciaux, marketing et suivi du portefeuille de la SCG-Ré dans les pays où ils sont présents. Elle permettra ainsi de mieux servir ses clients en Afrique Centrale, et constitue une étape positive pour la société et pour le continent dans son ensemble. ●

**Communication SCG-RÉ**

# Enquête

## LA BAIES DES ROIS

Un pas vers la réalité



Par **Stevie MOUNOMBOU**

**Depuis qu'il a été confié en 2015 à la Façade maritime du champ triomphal (FMCT), la filiale du Fonds gabonais d'investissement stratégique (FGIS), le projet de La Baie des Rois s'ancre un peu plus dans le concret. Un constat matérialisé en août par l'ouverture de la Promenade Nord du site qui ambitionne de booster l'attractivité de Libreville.**



Figurant parmi les projets phares du Gabon, la Baie des Rois fait son bonhomme de chemin. Initialement pensé en 2011 sous l'appellation de requalification de la façade maritime du champ triomphal du front de mer de Libreville, le projet s'ancre un peu plus dans le concret, depuis qu'il a été confié en 2015 à la Façade maritime du champ triomphal (FMCT), la filiale du Fonds gabonais d'investissement stratégique (FGIS). Selon la société d'aménagement en charge du développement dudit projet, trois phases de développement sont identifiables sur le site. La première est relative au gain d'espace sur la mer. La deuxième consiste à

la viabilisation de la route et des réseaux. Et la dernière phase de développement quant à elle est liée à l'immobilier.

« Une société d'aménagement porte les deux premières phases de développement : la sécurisation du foncier et la viabilisation des terrains. Et ensuite, elle trouve les acteurs de la promotion immobilière pour construire les hôtels, des restaurants, les bâtiments, etc. », a souligné Emmanuel EDANE, directeur général de FMCT.

Selon lui, l'un des objectifs des conducteurs du projet est de retravailler l'attractivité du centre-ville de la capitale gabonaise. « Ce type de projets est en concurrence avec d'autres sur le continent. Si on le construit, c'est pour attirer des entreprises, créer des emplois, créer de la valeur, créer des opportunités. Mais d'autres villes africaines font ça. Et quand vous discutez avec un hôtelier ou une entreprise qui va s'implanter, vous êtes en concurrence avec d'autres sites à Abidjan, Dakar, Casablanca. Si telle ou telle entreprise choisit de venir s'installer au Gabon plutôt qu'ailleurs, c'est à cause des conditions d'attractivité », a-t-il expliqué. ●

## **20 MILLIARDS FCFA D'INVESTISSEMENTS DEPUIS 2016**

Si beaucoup pensaient que la Baie des Rois était destinée à être un lieu d'habitation, les responsables de

FCMT ont vite fait de préciser que le projet offre la possibilité d'accueillir essentiellement des bureaux. « Le projet fait 40 hectares pour une quarantaine de bâtiments. Il s'en fera deux à trois par an, dépendamment de la capacité d'absorption du marché. Le projet sera développé entre 10 et 15 ans. Il faut que les bâtiments

## **UN REFLET DU « GABON VERT »**

Depuis la reprise du projet en 2016, la Baie des Rois s'étend sur 40 hectares, dont la zone nord (face au Centre hospitalier universitaire mère-enfant Fondation Jeanne Ebori) d'une superficie de 12 hectares. « Il y a 5 ans, c'était la mer. Maintenant, nous sommes sur 6 mètres de sable, en plus de toute la route et les réseaux qui ont été faits. Tout ce qui est raccordement, routes et réseaux primaires, a été entièrement réalisé. Donc sur cette zone-là, la phase 1 de remblaiement sur la mer et la phase 2 de viabilisation ont été réalisées », a précisé Emmanuel EDANE.

Actuellement, le projet en est à sa phase 3 qui concerne notamment le développement immobilier, avec une forte connotation bois sur les bâtiments. Une manière de faire de ce lieu un reflet du programme « Gabon Vert ».

« Si on avait dû construire des bâtiments en briques, en verre, avec des structures en aluminium, il aurait fallu les climatiser et donc, continuer le stress énergétique. Car en réalité, ces matériaux ne sont pas faits pour l'Afrique centrale, mais pour l'Europe et l'hiver. Notre choix, c'est de dire : "le bois absorbe du CO2, et on crée un savoir-faire local". Tous les bâtiments que vous verrez dans les semaines et les années à venir, auront une composante bois. Or, le "Gabon Vert", c'est le bois. Et quant au côté architectural du projet, on souhaite qu'il y ait une identité », a justifié le patron de FMCT. ●



puissent répondre à la demande du marché de l'immobilier : on ne peut faire des bâtiments qui seront inoccupés. Dans Libreville, il y a plus de 100 000 m<sup>2</sup> de logements qui sont occupés par des entreprises. La volonté est de construire des bureaux pour que ces entreprises les occupent et libèrent de la surface aux Gabonais, qui aujourd'hui doivent habiter à 20-25 km du centre-ville », a expliqué Emmanuel EDANE.

Dans le cadre du développement du projet, un peu moins de 20 milliards de francs CFA ont été injectés par la filiale du FGIS. « Depuis que le FGIS a repris le projet en 2016, il a injecté 15 milliards de francs CFA pour les travaux maritimes, les travaux des routes, les travaux des réseaux et la corniche. Et ces travaux-là se remboursent par la vente

ou la location. Il faut donc que des gens viennent acheter, construire ou louer les terrains », a souligné Emmanuel EDANE qui prévient : « On ne peut pas avancer sur la phase suivante si on n'a pas progressé sur la précédente. Or, c'est la vente des terrains qui nous permettra d'aller de l'avant. Et lorsqu'on aura tout fait, la boucle sera bouclée : on aura récupéré notre investissement de départ. »

Par ailleurs, la Baie des Rois s'est davantage ancrée dans le concret avec l'ouverture de la Promenade Nord, le samedi 20 août 2022. La volonté affichée par les autorités était de permettre aux populations vivant ou de passage dans la capitale de « profiter du front de mer de Libreville, des activités autour de la Promenade et de se réapproprier le site ». Responsable de la communica-

tion du FGIS, Aunel LOUMBA présente d'ailleurs cette infrastructure comme « un lieu de vie des populations ». Depuis l'ouverture de cette Promenade longue de 1,2 kilomètre, le parcours est accessible au public dès 6 heures, pour différentes activités, telles que la visite des kiosques, la pratique du roller, le jogging, etc. ●



# PASSION AUTO241

L'AUTOMOBILE VUE DU GABON

## Vivez l'automobile au Gabon

Oubliez les magazines de Mbeng,  
fini les analyses où on vous raconte des  
choses qui ne vous concernent pas!

ICI  
ON VOUS PARLE  
LOCAL



## CONTACTEZ NOUS!

☎ 074 819 283 •

@PassionAuto241





INTERNATIONAL

# SOMMET DU G7

## tentative de contrer l'expansion chinoise en Afrique ?

**Le sommet des pays les plus riches de la planète a été l'occasion de réaffirmer leur soutien à l'Ukraine et leur condamnation de l'invasion russe. Elle a aussi été l'occasion d'annoncer la mise en œuvre d'une initiative en faveur du développement des infrastructures en Afrique. Pourquoi une telle initiative ? Quels en sont les enjeux ? Décryptage sur ce qui s'est présenté comme le grand retour de l'Occident en Afrique.**

## Une annonce en grande pompe lors du sommet de Krün

Réunis dans le cadre du luxueux hôtel Schloss Elmeau dans la région de Bavière en Allemagne du 26 au 28 juin derniers, les dirigeants des pays occidentaux réunis au sein du G7 (États-Unis, Canada, Angleterre, Italie, France, Allemagne) et leur allié japonais ont profité de cette rencontre informelle pour afficher leur front commun contre la Russie. Il faut signaler en outre que ce sommet avait pour invités officiels le président du Sénégal Macky SALL qui assurait également la présidence de l'Union africaine (UA) et de Charles Michel et Ursula Von der LEYEN pour l'Union européenne (UE). D'autres chefs d'États et de gouvernement avaient aussi été conviés à ce sommet à savoir Narendra Modi (Inde), Joko Widodo (Indonésie), Cyril RAMAPHOSA (Afrique du Sud) et Alberto FERNANDEZ (Argentine). Les objectifs de cette réunion visaient, entre autres, à mettre en œuvre une position diplomatique commune en soutien de l'Ukraine, à répondre aux défis que pose l'augmentation des prix de l'énergie, à définir les investissements en matière de climat et de santé et surtout des partenariats pour les investissements en infrastructure en Afrique. La problématique de l'investissement en Afrique vise notamment à contrer l'influence forte de la Chine sur le continent noir.

## L'initiative chinoise « Une ceinture, une route »

Le géant asiatique a lancé en 2013 un projet ambitieux dénommé l'Initiative « La ceinture et la route » qui vise à matérialiser les engagements de la Chine en vue de l'affirmer comme une puissance mondiale. Cette initiative touche 3 continents (Europe, Asie, Afrique) soit 60% de la population mondiale selon les autorités chinoises. Il s'agit en fait d'un vaste programme de construction d'infrastructures terrestres, aériennes et maritimes afin de relier ces continents à la Chine. Près de 65 pays ont déjà adhéré à ce programme dont une vingtaine sur le continent africain. Afin d'accompagner la mise en œuvre des 1700 projets d'infrastructures de ce programme à travers le monde, une cinquantaine d'entreprises d'État sont mises à contribution. Le coût total de cette initiative est estimé à environ 900 milliards de dollars.

Bien qu'initié au début des années 2000, l'initiative a connu une nette accélération sous la présidence de Xi Jinping qui souhaite faire de la Chine la première puissance économique au monde d'ici le milieu du XXI<sup>e</sup> siècle. Pour permettre au pays d'accéder au rang de superpuissance, la Chine doit remettre en cause l'ordre économique mondial actuel dominé par les Européens et leurs alliés américains. C'est justement en Afrique que cette lutte entre les deux géants économiques doit prendre tout son sens.

## Des investissements chinois importants en Afrique

Sur le continent africain, près de 39 projets d'infrastructures sont en cours dans le cadre de l'initiative « Une ceinture, une route », financés en grande partie par des établissements publics chinois comme la Banque d'Exportation et d'Importation de Chine (China Exim Bank). Le secteur des transports est le principal bénéficiaire de ces investissements avec la construction notamment des chemins de fer, des autoroutes et des ports. La Chine souhaite être reliée à l'Afrique afin d'accéder à ses matières premières et d'y vendre ses produits finis. La Chine a par exemple financé la construction du chemin de fer reliant la capitale du Kenya Nairobi à la ville portuaire de Mombassa pour un coût total de 3,2 milliards de dollars. De même, le géant asiatique a financé la construction du port polyvalent de Doraleh (Djibouti) grâce à un prêt avantageux de 340 millions accordé aux autorités. Malheureusement, cette initiative a aussi connu quelques revers comme celui du port de Bagamoyo (Tanzanie) évalué à près de 10 milliards de dollars.

En effet, plus de 10 ans après son lancement, celui-ci reste encore lettre

morte faute d'accord entre la China Exim Bank et le gouvernement tanzanien. En dépit de ces quelques échecs, la perception des investissements chinois sur le continent africain reste globalement positive. En effet, les conditions de prêts avantageux sans condition et surtout l'absence d'ingérence dans les politiques économiques des États ont accéléré cette percée chinoise. Depuis 2016, la Chine est devenue le principal investisseur étranger sur le continent. Elle est parvenue en quelques années seulement à supplanter les États-Unis, la France, l'Angleterre dans des pays comme l'Égypte et l'Afrique du Sud y compris dans des régions comme l'Afrique centrale ou de l'Ouest ! comment expliquer une telle avancée ?

## Une initiative occidentale pour contrer l'influence chinoise sur le continent africain

La raison de cette domination chinoise sur le continent s'explique d'abord par une perte d'influence des Américains, des Anglais et des Français. En effet, après l'effondrement du bloc soviétique en 1991, les Occidentaux ont décidé de tourner le dos au continent africain. La priorité a été accordée aux pays de l'Europe de l'Est en matière d'investissements. Cette situation s'est amplifiée au fur et à mesure que ces pays adhéraient aux organisations européennes (UE, OCDE, OSCE, etc.) au détriment du continent africain qui a été cantonné à une position de pourvoyeur de matières premières. Les pays occidentaux qui entretenaient pourtant des relations historiques et culturelles vont laisser un grand vide qui va alors être comblé par la Chine. Alors que les investissements directs étrangers (IDE) diminuaient drastiquement, les IDE provenant de la Chine augmentaient exponentiellement. Conforme à sa vision stratégique globale, la Chine va vite saisir les énormes potentialités que présentent les pays africains : populations dynamiques, richesses des sous-sols, besoins énormes d'investissements dans de nombreux secteurs, débouchés de consommation pour les produits finis chinois.

Tous ces efforts s'avèrent payants aujourd'hui puisque la Chine est devenue un acteur incontournable sur le continent africain avec des intérêts



stratégiques dans de nombreux pays alors que l'influence européenne et américaine est devenue secondaire. Les crises en Ukraine et surtout au Mali sont les illustres confirmations de cette perte d'influence en Afrique. En effet, à la suite de l'invasion russe en Ukraine, 12 pays africains s'étaient abstenus et 8 n'avaient même pas pris part au vote de la résolution condamnant la Russie le 2 mars dernier et aucun pays africain n'applique de sanctions contre la Russie. Après 9 ans de présence militaire dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, la France est partie contre son gré du Mali à la suite de l'arrivée des forces militaires russes.

Les autorités maliennes se sont tournées vers la Russie pour diversifier ses partenaires dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Cette perte d'influence s'est même accentuée puisque l'on assiste à présent à l'arrivée de nouveaux acteurs comme la Russie ou la Turquie qui n'hésitent plus à s'installer sur le continent au grand dam des Français, des Anglais et des Américains. C'est fort de ce constat inquiétant que l'administration américaine a décidé de reprendre pied en Afrique.

## Des ambitions affichées sans réels moyens de réalisation

C'est lors de ce sommet du G7 à Krün en Bavière que le Président américain Joe Biden a décidé de lancer l'initiative dénommée « Partenariat mondial pour les infrastructures ». Il s'agit en réalité de la réactivation d'un projet présenté en juin 2021 par les mêmes autorités américaines dénommée à l'époque « Build Back Better World » lors du sommet du G7 de Carbis Bay en Écosse. Malheureusement ce projet n'avait pu voir le jour en raison du peu de soutien des autres pays du G7 et surtout du Congrès américain qui ne l'avait jamais validé. Mais cette fois-



ci ce projet a pu susciter l'adhésion de toutes les parties prenantes pour mobiliser 600 milliards de dollars sur 5 ans afin de financer des infrastructures dans le monde, principalement en Afrique. Bien entendu, ce programme est basé sur des « valeurs partagées telles que la transparence, mais aussi les droits des travailleurs, de l'environnement, de l'égalité des genres » selon le président américain. Ce projet est donc une alternative qui vise à contrecarrer les ambitions de l'initiative chinoise. Pour se démarquer davantage de la Chine, les occidentaux accusent cette dernière mettre en danger les économies des pays africains en aggravant leur dette, de ne pas respecter les droits humains, les droits sociaux et l'environnement. En dépit de cette volonté affichée des pays du G7 de revenir en force sur le continent africain, il est resté fort à parier hélas que ces propos risquent de se limiter à de simples déclarations d'intention.

## Un groupe du G7 sur le déclin

Initialement, le G7 réunissait les sept pays les plus riches de la planète lors de sa création par le président américain Jimmy Carter en 1975. Plus de quatre décennies plus tard, le nom de ces rencontres informelles a lui aussi changé pour devenir la réunion des « sept pays les plus industrialisés ». Il faut dire entre temps que 2 pays émergents ont fait leur entrée dans ce giron des plus grandes économies du monde à savoir la Chine et l'Inde. L'Empire du Milieu est devenu la deuxième économie mondiale depuis 2010 et le pays du Mahatma

Gandhi a, pour la première fois de son histoire, dépassé le PIB de son ancien pays colonisateur l'Angleterre pour occuper, cet automne, le rang de 5e économie de la planète. Mais pour les Occidentaux, il n'est pas question de discuter d'enjeux planétaires avec la Chine qui est à leurs yeux une autocratie, ni même avec l'Inde qui demeure encore de leur point de vue un pays en voie de développement.

## Des promesses très difficiles à tenir

Comment les pays du G7 pourraient-ils mobiliser 200 milliards de dollars en 5 ans sachant les crises énergétiques et inflationnistes qui les frappent ? La hausse des cours de l'énergie (pétrole, gaz) cumulée à une inflation record (9% aux États-Unis, 6% dans la zone euro et 5% au Royaume-Uni) fragilise les gouvernements au point de les déstabiliser : démissions des chefs de gouvernements Mario Draghi (Italie) et Boris Johnson (Royaume-Uni), perte de la majorité absolue pour Emmanuel Macron (France) à l'assemblée nationale, le changement de majorité gouvernementale en Suède et la probable arrivée de l'extrême droite en Italie à la fin de ce mois sans oublier la perte possible de la majorité au Congrès américain pour les démocrates lors des élections de mi-mandat en novembre prochain.

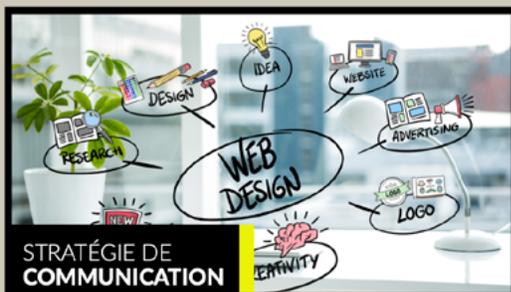
Il est donc clair qu'une fois encore nous assistons à ce qui s'apparente plus à une campagne de communication plutôt qu'à une réelle capacité d'action de la part des dirigeants occidentaux. La crise en Ukraine et le risque de conflit à Taiwan avec la Chine vont une fois encore détourner les moyens financiers des occidentaux de l'Afrique vers l'Europe de l'Est et l'Asie, accentuant ainsi un peu plus le fossé qui s'est creusé avec l'Occident au grand plaisir des autres puissances émergentes qui souhaitent s'établir sur le vieux continent. ●

# SERVICES PRESTIGES INTERNATIONAL



Relations publiques - Communication - Marketing

+241 62 26 26 00



**STRATÉGIE DE  
COMMUNICATION**



**ÉDITION**



**GRAPHIC  
DESIGN**



**SPOT  
PUBLICITAIRE**



**RELATIONS  
MEDIA/PRESSE**

## **STRATÉGIE DE COMMUNICATION**

Mise en œuvre  
Elaboration des axes de communication  
Choix des canaux de planification des actions de communication

## **ÉDITION**

Journaux d'entreprises  
Magazines  
Rapports annuels

## **SPOT PUBLICITAIRE**

Spot TV et Radio  
Spot d'Affiche  
Video

## **GRAPHIC DESIGN**

Charte graphique  
Identité visuelle  
Marketing et Publicité

## **RELATIONS MEDIA/PRESSE**

Plan media  
Dossier de conference de presse  
Communication digitale



SCG-Ré

# INVESTISSEZ dans la SCG-Ré, le Réassureur Central.

Libreville | **Siège Social**  
GABON

Pointe-Noire  
CONGO

Kigali  
RWANDA

Douala  
CAMEROUN

La SCG-Ré  
à la conquête  
de l'**AFRIQUE** !

## GABON

2080, Boulevard de l'Indépendance / Immeuble du Bord de Mer  
B.P. : 6757 Libreville Gabon Email : [infos@scg-re.ga](mailto:infos@scg-re.ga)  
Tél. : (+241) 011 74 80 80 - 011 74 80 81 - 011 74 80 83  
011 74 80 84 - 011 74 80 85 Fax : (+241) 011 74 80 82

## KIGALI REGIONAL OFFICE - RWANDA

Centenary House, 8 KN 4 Ave  
B.P. : 2523 / Kigali, Rwanda Email : [kigali.office@scg-reass.com](mailto:kigali.office@scg-reass.com)  
Tél. : (+250) 788 124 200

Suivez-nous sur :   [www.scg-re.ga](http://www.scg-re.ga)

## BUREAUX DE LIAISON SCG-Ré

### CAMEROUN - GLOBAL REINSURANCE BROKERS (GRB)

Immeuble SCI, Boulevard de la Liberté, Akwa B.P. : 5244 Douala, Cameroun  
Tél. : (+237) 654 98 80 92 - 680 87 21 42  
Email : [globalre@globalre-brokers.com](mailto:globalre@globalre-brokers.com) / [mowona@globalre-brokers.com](mailto:mowona@globalre-brokers.com)  
Site web : [www.globalre-brokers.com](http://www.globalre-brokers.com)

### CONGO - LG CONSEIL

303 - 305 Avenue Charles de Gaulle B.P. : 5207, Pointe-Noire Congo  
Tél. : (+242) 06 540 02 84 - 05 769 65 65



« S'investir avec passion et efficacité au service d'un monde durable. »